

BULLETIN OFFICIEL

CONVENTIONS COLLECTIVES



BULLETIN OFFICIEL
CONVENTIONS COLLECTIVES

BULLETIN OFFICIEL CONVENTIONS COLLECTIVES

FASCICULE N° 2014/19 DU 31 MAI 2014

| | <u>Pages</u> |
|--|--------------|
| Ministère du travail, de l'emploi et du dialogue social..... | 1 |
| Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt | (*) |

(*) Aucun texte du ministère de l'agriculture dans le *BO* n° 19.

MINISTÈRE DU TRAVAIL,
DE L'EMPLOI ET DU DIALOGUE SOCIAL

CONVENTIONS COLLECTIVES

SOMMAIRE DU FASCICULE N° 2014/19

CONVENTIONS, AVENANTS ET ACCORDS

| | <u>Pages</u> |
|--|--------------|
| Ameublement (fabrication) : accord du 7 février 2014 relatif aux salaires catégoriels au 1^{er} mars 2014..... | 4 |
| Architecture (entreprises [Alsace]) : accord du 27 février 2014 relatif aux salaires minima et à la valeur du point au 1^{er} janvier 2014..... | 7 |
| Architecture (entreprises) : avenant n° 6 du 27 février 2014 à l'accord du 24 juillet 2003 relatif à la prévoyance | 9 |
| Architecture (entreprises) : avenant n° 8 du 27 février 2014 à l'accord du 5 juillet 2007 relatif au régime frais de santé..... | 12 |
| Architecture (entreprises [Centre]) : accord du 7 mars 2014 relatif aux salaires et à la valeur du point au 1^{er} janvier 2014..... | 15 |
| Bâtiment (Centre [ouvriers, entreprises occupant plus de 10 salariés]) : accord du 17 février 2014 relatif aux salaires minimaux au 1^{er} avril 2014..... | 17 |
| Blanchisserie, laverie, location de linge : accord du 26 février 2014 relatif aux actions de formation prioritaires | 19 |
| Blanchisserie, laverie, location de linge (ouvriers, ETAM, cadres) : avenant du 26 février 2014 relatif aux salaires minima au 1^{er} janvier 2014..... | 21 |
| Confiserie, chocolaterie (détaillants, détaillants-fabricants) : avenant n° 1 du 15 janvier 2014 à l'avenant n° 18 du 16 janvier 2013 relatif au régime de prévoyance..... | 24 |
| Confiserie, chocolaterie (détaillants, détaillants-fabricants) : avenant n° 4 du 15 janvier 2014 à l'avenant n° 15 du 3 septembre 2008 relatif aux frais de soins de santé..... | 28 |
| Confiserie, chocolaterie (détaillants, détaillants-fabricants) : avenant n° 19 du 15 janvier 2014 relatif au départ à la retraite..... | 30 |
| Confiserie, chocolaterie (détaillants, détaillants-fabricants) : avenant n° 32 du 15 janvier 2014 relatif aux salaires au 1^{er} janvier 2014 | 33 |
| Distribution directe (entreprises) : avenant n° 29 du 31 janvier 2014 relatif au régime de protection frais de santé..... | 35 |
| Habillement (succursales) : accord du 11 avril 2014 relatif au temps partiel..... | 44 |
| Métallurgie (région parisienne [OETAM]) : avenant du 20 mars 2014 relatif aux taux garantis annuels, aux salaires minimaux hiérarchiques et aux primes pour l'année 2014..... | 48 |

| | |
|--|----|
| Pharmacie d'officine : avenant du 16 janvier 2014 relatif au régime de prévoyance et aux frais de soins de santé..... | 54 |
| Prestataires de services (secteur tertiaire) : adhésion par lettre du 3 mars 2014 de l'AAEC à la convention | 70 |
| Transports publics urbains de voyageurs (réseaux) : accord du 14 février 2014 relatif au salaire national minimal et aux salaires minimaux mensuels forfaitisés au 1 ^{er} janvier 2014 . | 71 |
| Universités et instituts catholiques : accord du 17 janvier 2014 relatif à la méthode de négociation collective | 77 |
| Volailles (industries de la transformation) : accord du 11 mars 2014 relatif à la désignation d'un OPCA..... | 80 |
| Volailles (industries de la transformation) : accord du 18 mars 2014 relatif aux salaires minimaux garantis au 1 ^{er} mars 2014 | 82 |

Brochure n° 3155

Convention collective nationale
IDCC : 1411. – AMEUBLEMENT
(Fabrication)

ACCORD DU 7 FÉVRIER 2014
RELATIF AUX SALAIRES CATÉGORIELS AU 1^{ER} MARS 2014

NOR : ASET1450555M
IDCC : 1411

PRÉAMBULE

Les parties signataires réaffirment leur attachement au principe d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes : ainsi le présent accord fixe les salaires minimaux de la fabrication de l'ameublement sans distinction entre les femmes et les hommes. Elles considèrent que l'équilibrage des rémunérations entre les femmes et les hommes est un élément essentiel de l'équité dans les politiques salariales.

Article 1^{er}

Egalité salariale entre les femmes et les hommes

Conformément à l'article 2 de l'accord du 29 avril 2008 sur la mixité et l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes dans le secteur de la fabrication de l'ameublement, les parties signataires rappellent que les différences de rémunération constatées entre les hommes et les femmes ne se justifient que si elles reposent sur des critères vérifiables.

Les entreprises doivent donc s'assurer, notamment à l'occasion de la négociation annuelle obligatoire sur les salaires, du respect du principe d'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes dès lors qu'il s'agit d'un même travail effectué dans une situation similaire ou d'un travail de valeur égale et à ancienneté et expériences égales.

Cette négociation vise à définir et à programmer les mesures permettant de supprimer les écarts de rémunération entre les femmes et les hommes.

Article 2

Agents de production

Le barème mensuel des salaires professionnels catégoriels des agents de production pour 151,67 heures s'élève, à compter du 1^{er} mars 2014, à :

(En euros.)

| ÉCHELON | SALAIRE |
|---------|----------|
| AP 11 | 1 445,50 |
| AP 21 | 1 446,50 |

| ÉCHELON | SALAIRE |
|---------|----------|
| AP 22 | 1 449,50 |
| AP 31 | 1 453,00 |
| AP 32 | 1 458,00 |
| AP 41 | 1 513,00 |
| AP 42 | 1 536,00 |
| AP 43 | 1 598,00 |
| AP 51 | 1 659,00 |
| AP 52 | 1 731,00 |

Article 3

Agents fonctionnels

Le barème mensuel des salaires professionnels catégoriels des agents fonctionnels pour 151,67 heures s'élève, à compter du 1^{er} mars 2014, à :

(En euros.)

| ÉCHELON | COEFFICIENT | SALAIRE |
|---------|-------------|----------|
| AF 1 | 250 | 1 445,50 |
| AF 3 | 260 | 1 449,50 |
| AF 5 | 275 | 1 453,00 |
| AF 7 | 300 | 1 458,00 |
| AF 9 | 330 | 1 476,00 |
| AF 11 | 365 | 1 536,00 |
| AF 12 | 385 | 1 571,00 |
| AF 14 | 425 | 1 669,00 |
| AF 15 | 450 | 1 700,00 |
| AF 16 | 475 | 1 761,00 |

Article 4

Agents d'encadrement

Le barème mensuel des salaires professionnels catégoriels des agents d'encadrement pour 151,67 heures s'élève, à compter du 1^{er} mars 2014, à :

(En euros.)

| ÉCHELON | COEFFICIENT | SALAIRE |
|---------|-------------|---------|
| AE 1 | 300 | 1 458 |
| AE 2 | 330 | 1 476 |
| AE 3 | 365 | 1 536 |
| AE 4 | 385 | 1 591 |
| AE 5 | 425 | 1 693 |

| ÉCHELON | COEFFICIENT | SALAIRE |
|---------|-------------|---------|
| AE 6 | 500 | 1 827 |
| AE 7 | 640 | 2 268 |

Article 5

Cadres

Le barème mensuel des salaires professionnels des cadres pour 151,67 heures s'élève, à compter du 1^{er} mars 2014, à :

(En euros.)

| ÉCHELON | SALAIRE |
|---------|---------|
| C 11 | 1 857 |
| C 12 | 2 083 |
| C 13 | 2 252 |
| C 21 | 2 633 |
| C 22 | 2 829 |
| C 23 | 3 087 |
| C 31 | 3 476 |
| C 32 | 3 724 |
| C 33 | 4 121 |

Article 6

Dépôt. – Extension

Le présent accord sera déposé conformément à la loi et son extension sera demandée par la partie patronale au nom des signataires. Copie du récépissé du dépôt leur sera adressée.

Les signataires demandent l'application la plus rapide possible de la procédure d'extension et, en conséquence, que le dispositif prévu par la circulaire Fillon relative aux dates communes d'entrée en vigueur des normes concernant les entreprises (*Journal officiel* du 24 mai 2011) ne soit pas appliqué.

Fait à Paris, le 7 février 2014.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisations patronales :

GPFO ;
UNAMA ;
UNIFA.

Syndicats de salariés :

BATIMAT-TP CFTC ;
FIBOPA CFE-CGC ;
FNCB CFDT ;
FG FO.

Brochure n° 3062

Convention collective nationale
IDCC : 2332. – ENTREPRISES D'ARCHITECTURE

ACCORD DU 27 FÉVRIER 2014
RELATIF AUX SALAIRES MINIMA ET À LA VALEUR DU POINT
AU 1^{ER} JANVIER 2014
(ALSACE)
NOR : ASET1450547M
IDCC : 2332

Entre :

Le SDA ;

L'UNSFA,

D'une part, et

La CFE-CGC BTP ;

La FG FO construction ;

La FESSAD UNSA,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

La valeur du point est fixée à 7,40 € pour l'ensemble des départements de la région Alsace, à compter du 1^{er} janvier 2014, pour la durée légale hebdomadaire du travail.

Article 2

Cette valeur de point s'appliquera à chaque coefficient hiérarchique, pour déterminer le salaire brut mensuel minimal pour la durée légale du travail.

Article 3

Aucun salaire ne pourra être inférieur à l'application du Smic.

Article 4

Conformément à l'article L. 2261-22 du code du travail et à la loi du 23 mars 2006, aucune différence de rémunération ne peut être justifiée par une différence entre hommes et femmes. En conséquence, les signataires s'engagent à mettre tout en œuvre pour réduire toute différence de traitement entre hommes et femmes.

Article 5

Le présent accord sera transmis par le président de la commission paritaire régionale pour notification par le secrétariat du paritarisme, ouvrant le délai d'opposition de 15 jours, et pour dépôt et demande d'extension après expiration de ce délai.

Fait à Paris, le 27 février 2014.

(Suivent les signatures.)

Brochure n° 3062

Convention collective nationale

IDCC : 2332. – ENTREPRISES D'ARCHITECTURE

AVENANT N° 6 DU 27 FÉVRIER 2014
À L'ACCORD DU 24 JUILLET 2003 RELATIF À LA PRÉVOYANCE

NOR : ASET1450545M

IDCC : 2332

PRÉAMBULE

Le présent avenant a pour objet de modifier l'article 3.8 « Dispositif du maintien des garanties » de l'accord du 24 juillet 2003 relatif au régime de prévoyance de la convention collective nationale des entreprises d'architecture, afin de le mettre en conformité avec les dispositions de l'article L. 911-8 du code de la sécurité sociale issues de la loi n° 2013-504 du 14 juin 2013 relative à la sécurisation de l'emploi ainsi qu'avec celles du décret n° 2012-25 du 9 janvier 2012 relatif au caractère collectif et obligatoire des garanties de protection sociale complémentaire.

Article 1^{er}

Définition des catégories de personnel bénéficiaires

L'article 2 « Bénéficiaires » est complété par les dispositions suivantes :

« Les vocables “cadres” et “non-cadres” utilisés au sein du présent accord relatif au régime de prévoyance s'entendent des définitions suivantes :

- cadres : personnel relevant des articles 4 et 4 *bis* de la convention collective nationale du 14 mars 1947 (convention Agirc) ;
- non-cadres : personnel ne relevant pas des articles 4 et 4 *bis* de la convention collective nationale du 14 mars 1947 (convention Agirc). »

Article 2

Maintien des garanties en cas de cessation du contrat de travail

L'article 3.8 « Dispositif de maintien des garanties » est désormais rédigé comme suit :

« Conformément à l'article L. 911-8 du code de la sécurité sociale, les salariés bénéficient du maintien à titre gratuit des garanties du régime en cas de cessation du contrat de travail, non consécutive à une faute lourde, ouvrant droit à prise en charge par le régime d'assurance chômage selon les conditions suivantes.

1° Le maintien des garanties est applicable à compter de la date de cessation du contrat de travail et pendant une durée égale à la période d'indemnisation du chômage, dans la limite de la durée du dernier contrat de travail ou, le cas échéant, des derniers contrats de travail lorsqu'ils sont consécutifs chez le même employeur. Cette durée est appréciée en mois, le cas échéant arrondie au mois supérieur, sans pouvoir excéder 12 mois ;

2° Le bénéfice du maintien des garanties est subordonné à la condition que les droits à remboursements complémentaires aient été ouverts chez le dernier employeur ;

3° Les garanties maintenues au bénéfice de l'ancien salarié sont celles en vigueur dans l'entreprise ;

4° Le maintien des garanties ne peut conduire l'ancien salarié à percevoir des indemnités d'un montant supérieur à celui des allocations chômage qu'il aurait perçues au titre de la même période ;

5° L'ancien salarié justifie auprès de son organisme assureur, à l'ouverture et au cours de la période de maintien des garanties, des conditions prévues au présent article, en fournissant également les justificatifs mentionnés ci-après ;

6° L'employeur signale le maintien de ces garanties dans le certificat de travail et informe l'organisme assureur de la cessation du contrat de travail mentionnée au premier alinéa.

Pour bénéficier du maintien, le salarié doit fournir l'ensemble des justificatifs qui lui sont demandés par l'organisme gestionnaire, et notamment le justificatif de versement des allocations chômage du mois correspondant à celui pour lequel les prestations sont dues.

En outre, l'ancien salarié doit l'informer de la cessation du versement des allocations du régime d'assurance chômage lorsque celle-ci intervient au cours de la période de portabilité des droits de prévoyance.

La suspension des allocations du régime d'assurance chômage, pour cause de maladie ou pour tout autre motif, n'a pas d'incidence sur le calcul de la durée du maintien des garanties qui ne sera pas prolongée d'autant.

Le salaire de référence servant de base au calcul des prestations est déterminé de la même façon que pour les salariés en activité, à l'exclusion des sommes devenues exigibles du fait de la rupture du contrat de travail. La période de référence étant appréciée au jour de la rupture du contrat de travail.

Le financement de ce dispositif fait l'objet d'un système de mutualisation intégré aux cotisations des salariés actifs (part patronale et part salariale) permettant aux anciens salariés de bénéficier de ce dispositif sans paiement de cotisations. »

Article 3

Modalités de mise en œuvre du présent avenant

Il sera établi en un nombre suffisant d'exemplaires pour être remis à chacune des parties signataires.

Le présent avenant prend effet à compter du 1^{er} avril 2014.

Le présent avenant sera transmis par le secrétariat du paritarisme pour notification, ouvrant le délai d'opposition de 15 jours, et pour dépôt et demande d'extension après expiration de ce délai.

Fait à Paris, le 27 février 2014.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisations patronales :

SDA ;

UNSFA.

Syndicats de salariés :

CFE-CGC BTP ;

FG FO construction ;

FNCB SYNATPAU CFDT ;

BATIMAT-TP CFTC ;

FESSAD UNSA.

Brochure n° 3062

Convention collective nationale

IDCC : 2332. – ENTREPRISES D'ARCHITECTURE

AVENANT N° 8 DU 27 FÉVRIER 2014

À L'ACCORD DU 5 JUILLET 2007 RELATIF AU RÉGIME FRAIS DE SANTÉ

NOR : ASET1450548M

IDCC : 2332

PRÉAMBULE

Le présent avenant a pour objet de modifier l'article 6.2 « Conditions de maintien des garanties » de l'accord du 5 juillet 2007 relatif au régime frais de santé de la convention collective nationale des entreprises d'architecture, afin de le mettre en conformité avec les dispositions de la loi n° 2013-504 du 14 juin 2013 relative à la sécurisation de l'emploi ainsi qu'avec celles du décret n° 2012-25 du 9 janvier 2012 relatif au caractère collectif et obligatoire des garanties de protection sociale complémentaire.

Article 1^{er}

Définition des catégories de personnel bénéficiaires

L'article 2 « Bénéficiaires » est remplacé par les dispositions suivantes :

« Le régime frais de santé s'applique à l'ensemble du personnel des entreprises entrant dans le champ d'application de la convention collective nationale des entreprises d'architecture. »

Article 2

*Maintien des garanties au titre de l'article 4
de la loi n° 89-1009 du 31 décembre 1989*

Le 3^e alinéa du paragraphe *a* de l'article 6.2 « Article 4 de la loi n° 89-1009 du 31 décembre 1989 » est remplacé comme suit :

« L'organisme gestionnaire adressera la proposition de maintien individuel de la couverture aux intéressés au plus tard dans le délai de 2 mois à compter de la date de la cessation du contrat de travail ou de la fin de la période du maintien des garanties à titre temporaire au titre de l'article L. 911-8 du code de la sécurité sociale exposé au *b* du présent article ou du décès du salarié.

Les bénéficiaires du dispositif de maintien des garanties exposé au *b* du présent article pourront demander le maintien individuel de la couverture santé auprès de l'organisme gestionnaire, le cas échéant, dans les 6 mois suivant l'expiration du maintien au titre de l'article L. 911-8 du code de la sécurité sociale. »

Article 3

Maintien des garanties au titre de l'article L. 911-8 du code de la sécurité sociale

L'article 6.2 *b* « Dispositif de maintien des garanties » est désormais rédigé comme suit :

« Les dispositions qui suivent prennent effet pour les cessations de contrat de travail intervenant à compter de la date d'effet du présent avenant.

Conformément à l'article L. 911-8 du code de la sécurité sociale, les salariés bénéficient du maintien à titre gratuit des garanties du régime en cas de cessation du contrat de travail, non consécutive à une faute lourde, ouvrant droit à prise en charge par le régime d'assurance chômage selon les conditions suivantes :

1° Le maintien des garanties est applicable à compter de la date de cessation du contrat de travail et pendant une durée égale à la période d'indemnisation du chômage, dans la limite de la durée du dernier contrat de travail ou, le cas échéant, des derniers contrats de travail lorsqu'ils sont consécutifs chez le même employeur. Cette durée est appréciée en mois, le cas échéant arrondie au mois supérieur, sans pouvoir excéder 12 mois. La période de maintien ainsi calculée inclut le mois de maintien gratuit visé en préambule du présent article 6.2 ;

2° Le bénéfice du maintien des garanties est subordonné à la condition que les droits à remboursements complémentaires aient été ouverts chez le dernier employeur ;

3° Les garanties maintenues au bénéfice de l'ancien salarié sont celles en vigueur dans l'entreprise ;

4° L'ancien salarié justifie auprès de son organisme assureur, à l'ouverture et au cours de la période de maintien des garanties de prévoyance, des conditions mentionnées ci-après ;

Pour la mise en œuvre du dispositif auprès de l'organisme assureur, l'entreprise doit adresser à ce dernier une demande nominative de maintien de garantie pour chaque ancien salarié. En outre, l'ancien salarié doit l'informer de la cessation du versement des allocations du régime d'assurance chômage lorsque celle-ci intervient au cours de la période de portabilité des droits.

La suspension des allocations du régime d'assurance chômage, pour cause de maladie ou pour tout autre motif, n'a pas d'incidence sur le calcul de la durée du maintien des garanties, qui ne sera pas prolongée d'autant. »

Article 4

Modalités de mise en œuvre du présent avenant

Il sera établi en un nombre suffisant d'exemplaires pour être remis à chacune des parties signataires.

Le présent avenant prend effet à compter du 1^{er} avril 2014.

Le présent avenant sera transmis par le secrétariat du paritarisme pour notification, ouvrant le délai d'opposition de 15 jours, et pour dépôt et demande d'extension après expiration de ce délai.

Fait à Paris, le 27 février 2014.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisations patronales :

SDA ;

UNSFA.

Syndicats de salariés :

CFE-CGC BTP ;

BATIMAT-TP CFTC ;

FG FO construction ;
FN CB SYNATPAU CFDT ;
FE SSAD UNSA.

Brochure n° 3062

Convention collective nationale
IDCC : 2332. – ENTREPRISES D'ARCHITECTURE

ACCORD DU 7 MARS 2014
RELATIF AUX SALAIRES ET À LA VALEUR DU POINT
AU 1^{ER} JANVIER 2014
(CENTRE)
NOR : ASET1450546M
IDCC : 2332

Entre :

Le SDA ;

L'UNSA,

D'une part, et

La CFE-CGC BTP ;

La FG FO construction ;

La FNCB SYNATPAU CFDT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

La valeur du point est fixée à 7,43 € pour l'ensemble des départements de la région Centre, à compter du 1^{er} janvier 2014, pour la durée légale hebdomadaire du travail.

Article 2

Cette valeur de point s'appliquera à chaque coefficient hiérarchique, pour déterminer le salaire brut mensuel minimal pour la durée légale du travail.

Article 3

Aucun salaire ne pourra être inférieur à l'application du Smic.

Article 4

Conformément à l'article L. 2261-22 du code du travail et à la loi du 23 mars 2006, aucune différence de rémunération ne peut être justifiée par une différence entre hommes et femmes. En conséquence, les signataires s'engagent à mettre tout en œuvre pour réduire toute différence de traitement entre hommes et femmes.

Article 5

Le présent accord sera transmis par le président de la commission paritaire régionale pour notification par le secrétariat du paritarisme, ouvrant le délai d'opposition de 15 jours, et pour dépôt et demande d'extension après expiration de ce délai.

Fait à Orléans, le 7 mars 2014.

(Suivent les signatures.)

Brochure n° 3258

Convention collective nationale

BÂTIMENT

IDCC : 1597. – **Ouvriers**
(Entreprises occupant plus de 10 salariés)

ACCORD DU 17 FÉVRIER 2014
RELATIF AUX SALAIRES MINIMAUX AU 1^{ER} AVRIL 2014
(CENTRE)

NOR : ASET1450549M
IDCC : 1597

Entre :

La FFB Centre ;

La FFIE DR Centre ;

La CAPEB Centre,

D'une part, et

La SF FO Centre ;

l'UR CFDT Centre ;

La fédération BATIMAT-TP CFTC Centre,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

En application des articles 12.8 et 12.9 des conventions collectives nationales du bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment non visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (entreprises de plus de 10 salariés), les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies et ont déterminé les salaires mensuels minimaux des ouvriers du bâtiment de la région Centre à compter du 1^{er} avril 2014.

Article 2

Par dérogation aux articles 12.8 et 12.9 de la convention collective nationale du bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les ouvriers employés par les entreprises non visées par le décret du 1^{er} mars 1962, les parties signataires du présent accord ont fixé, forfaitairement, le barème du coefficient 150, pour un horaire mensuel de 151,67 heures, comme suit :

(Voir tableau page suivante.)

(En euros.)

| CATÉGORIE PROFESSIONNELLE | COEFFICIENT | SALAIRE mensuel minimal (pour 35 heures hebdomadaires) | SALAIRE horaire minimal |
|---|-------------|---|----------------------------|
| Niveau I Ouvriers d'exécution : – position 1 | 150 | 1 445,42 | 9,53 |

Le barème des coefficients 170 à 270, réévalués selon l'accord du 1^{er} novembre 2013, reste en vigueur.

Article 3

Le présent barème pour le coefficient 150 entrera en application à compter du 1^{er} avril 2014.

Article 4

Conformément au code du travail, le présent accord sera déposé à la direction des relations du travail du ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social et au greffe du conseil des prud'hommes d'Orléans.

Article 5

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social.

Fait à Orléans, le 17 février 2014.

(Suivent les signatures.)

Brochure n° 3074

Convention collective interrégionale

IDCC : 2002. – **BLANCHISSERIE, LAVERIE, LOCATION DE LINGE,
NETTOYAGE À SEC, PRESSING ET TEINTURERIE**

ACCORD DU 26 FÉVRIER 2014

RELATIF AUX ACTIONS DE FORMATION PRIORITAIRES

NOR : ASET1450554M

IDCC : 2002

Entre :

La FFPB ;

Le GEIST,

D'une part, et

La CFE-CGC chimie ;

La FCMTE CFTC ;

La FEETS FO,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Champ d'application

Le présent accord vise les entreprises relevant du champ d'application de la convention collective de la blanchisserie-teinturerie et nettoyage (blanchisserie, laverie, location de linge, nettoyage à sec, pressing et teinturerie) du 17 novembre 1997.

Article 2

Liste des actions de formation

Conformément à l'article L. 6323-8 du code du travail, les parties signataires du présent accord considèrent comme prioritaires les actions de formation suivantes :

Bureautique et internet :

- formations concernant l'initiation à un logiciel servant dans l'exercice d'une activité professionnelle, en particulier :
 - logiciels de paie ;
 - logiciels de comptabilité ;
 - logiciels de retouche d'images ;
- formations informatiques destinées à acquérir des connaissances de base sur les principaux logiciels utilisés en entreprise (Word, Excel, PowerPoint, Access...).

Relationnel et communication :

- formations consacrées aux thématiques suivantes :
 - communiquer au téléphone ;
 - prise de parole en public ;
 - techniques de vente ;
 - gestion d’une situation difficile en clientèle.

Management :

- formations visant à acquérir des connaissances dans les domaines suivants :
 - encadrement d’équipe ;
 - management de projet ;
 - législation sociale (à destination des managers) ;
- formations visant à :
 - former les formateurs ;
 - acquérir les bases du management.

Savoirs de base et amélioration des savoirs de base :

- formations concernant la conduite :
 - éco-conduite ;
 - permis de conduire C ;
 - permis de conduire C1 ;
- formations concernant le secourisme :
 - formations assurées par la Croix-Rouge ou l’ACMS ;
- formations sur l’amélioration du français ;
- formations sur l’amélioration des connaissances de base en mathématiques.

Langue étrangère :

- formations d’initiation à l’anglais ;
- formations pour acquérir la maîtrise de l’anglais.

Article 3

Conditions d’application de l’accord

L’accord, une fois les formalités de dépôt effectuées, sera adressé à l’OPCA dont la branche relève.

Article 4

Durée de l’accord

Le présent accord est à durée indéterminée.

Article 5

Dépôt de l’accord

Le présent accord sera déposé à la direction générale du travail et au greffe du conseil de prud’hommes, conformément aux articles L. 2231-5 et suivants du code du travail.

La partie la plus diligente des signataires notifiera le texte à l’ensemble des organisations représentatives.

Fait à Paris, le 26 février 2014.

(Suivent les signatures.)

Brochure n° 3074

Convention collective interrégionale

IDCC : 2002. – **BLANCHISSERIE, LAVERIE, LOCATION DE LINGE,
NETTOYAGE À SEC, PRESSING ET TEINTURERIE**

AVENANT DU 26 FÉVRIER 2014
RELATIF AUX SALAIRES MINIMA AU 1^{ER} JANVIER 2014

NOR : ASET1450553M

IDCC : 2002

Entre :

Le GEIST ;

La FFPB,

D'une part, et

La FCMTE CFTC ;

La CFE-CGC chimie,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Le barème de salaires minima, base 35 heures, est établi comme suit à partir du 1^{er} janvier 2014 :

1. Ouvriers

Filière location de linge, blanchisseurs

(En euros.)

| COEFFICIENT | SALAIRE MINIMAL CONVENTIONNEL |
|-------------|-------------------------------|
| 1.1 | 1 445,38 |
| 2.1 | 1 459,80 |
| 2.2 | 1 473,78 |
| 2.3 | 1 495,65 |
| 3.1 | 1 498,23 |
| 3.2 | 1 525,03 |
| 4.1 | 1 577,08 |

Filière pressings, laveries

(En euros.)

| CATÉGORIE | SALAIRE MINIMAL CONVENTIONNEL |
|-----------|-------------------------------|
| A1 | 1 445,38 |
| A2 | 1 450,21 |
| A3 | 1 459,46 |
| B1 | 1 474,40 |
| B2 | 1 484,58 |
| B3 | 1 498,66 |
| C1 | 1 512,74 |

2. ETAM

Filière location de linge, blanchisseurs

Employés

(En euros.)

| COEFFICIENT | SALAIRE MINIMAL CONVENTIONNEL |
|-------------|-------------------------------|
| 1.1 | 1 445,38 |
| 2.1 | 1 459,80 |
| 3.1 | 1 498,23 |
| 4.1 | 1 577,08 |

Techniciens et agents de maîtrise

(En euros.)

| COEFFICIENT | SALAIRE MINIMAL CONVENTIONNEL |
|-------------|-------------------------------|
| 5.1 | 1 618,38 |
| 5.2 | 1 708,12 |
| 6.1 | 1 813,12 |

Filière pressings, laveries

Employés

(En euros.)

| COEFFICIENT | SALAIRE MINIMAL CONVENTIONNEL |
|-------------|-------------------------------|
| 1.1 | 1 445,38 |
| 2.1 | 1 459,80 |
| 3.1 | 1 498,23 |
| 4.1 | 1 577,08 |

Techniciens et agents de maîtrise

(En euros.)

| CATÉGORIE | SALAIRE MINIMAL CONVENTIONNEL |
|-----------|-------------------------------|
| C2 | 1 536,67 |
| C3 | 1 558,11 |
| D1 | 1 736,30 |
| D2 | 1 787,89 |

3. Cadres

Filières location de linge, blanchisseurs, pressings et laveries

(En euros.)

| COEFFICIENT | SALAIRE MINIMAL CONVENTIONNEL |
|-------------|-------------------------------|
| 7.1 | 2 146,49 |
| 8.1 | 2 836,55 |
| 9.1 | 3 151,14 |

Article 2

Egalité professionnelle

Mesures tendant à réduire les écarts de rémunération

Conformément à l'accord sur l'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes qui a été signé dans la branche, les parties signataires rappellent le principe selon lequel tout employeur doit garantir, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale (au sens de l'article L. 3221-4 du code du travail) et à anciennetés égales, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Les disparités de rémunération entre les établissements d'une même entreprise ne peuvent pas, pour un même emploi, être fondées sur l'appartenance des salariés de ces établissements à l'un ou l'autre sexe.

Dès lors, les entreprises prendront les actions correctives dans le cadre de la négociation annuelle obligatoire (avec les délégués syndicaux ou, à défaut, avec les institutions représentatives du personnel), afin de supprimer, à situations comparables, les écarts constatés, et qui ne peuvent s'expliquer de manière objective, à partir de leur propre rapport annuel.

Article 3

Le présent avenant sera mis en application le 1^{er} janvier 2014.

Le texte du présent accord sera déposé à la direction générale du travail et au secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes conformément aux articles L. 2231-5 et suivants du code du travail.

Il fera l'objet d'une demande d'extension.

Fait à Paris, le 26 février 2014.

(Suivent les signatures.)

Brochure n° 3224

Convention collective nationale
IDCC : 1286. – CONFISERIE, CHOCOLATERIE, BISCUITERIE
(Détailants et détaillants-fabricants)

AVENANT N° 1 DU 15 JANVIER 2014
À L'AVENANT N° 18 DU 16 JANVIER 2013
RELATIF AU RÉGIME DE PRÉVOYANCE

NOR : ASET1450559M
IDCC : 1286

PRÉAMBULE

La convention collective nationale des détaillants, détaillants-fabricants de la confiserie, chocolaterie, biscuiterie n° 3224 a instauré de manière mutualisée au profit des salariés, cadres et non cadres, relevant de son champ d'application, un régime complémentaire de prévoyance, le régime existant étant amélioré par le présent avenant.

Au vu des comptes de résultats, les partenaires sociaux ont souhaité modifier le dispositif de portabilité et maintenir le niveau de garantie des entreprises et appliquer à la cotisation un taux réduit par application d'un taux d'appel inférieur au profit de l'ensemble des entreprises de la branche.

Article 1^{er}

Objet de l'avenant

Le présent avenant a pour objet de modifier l'article 4 « Portabilité et maintien des droits » et l'article 6 « Cotisations » de l'avenant n° 18 du 16 janvier 2013.

Article 2

Portabilité et maintien des droits

L'article 4 « Portabilité et maintien des droits » de l'avenant n° 18 du 16 janvier 2013 est modifié comme suit :

« Article 4

Portabilité et maintien des droits

4.1. Portabilité des droits

En cas de cessation du dernier contrat de travail non consécutive à une faute lourde et ouvrant droit à indemnisation du régime obligatoire d'assurance chômage, l'ensemble des anciens salariés bénéficient du maintien des garanties prévues aux :

- article 4.2 “Garantie incapacité de travail” ;
- article 4.3 “Garantie invalidité” ;
- article 4.3 “Garantie décès et invalidité permanente et totale” ;

- article 4.4 “Garantie rente éducation (OCIRP)” ;
- article 4.5 “Garantie rente handicap (OCIRP)”.

Le bénéfice du maintien de ces garanties est subordonné à la condition que les droits à couverture complémentaire aient été ouverts chez le dernier employeur.

Le maintien de ces garanties s’effectue dans les mêmes conditions que pour les salariés en activité, sauf dispositions particulières définies ci-après et sous réserve que l’ancien salarié n’ait pas expressément renoncé dans les 10 jours suivant la date de cessation du contrat de travail. La renonciation est définitive et doit être notifiée expressément par écrit à l’ancien employeur.

4.1.1. Salaire de référence

Le salaire de référence servant de base au calcul des prestations est celui défini pour les salariés en activité pour chaque garantie maintenue, étant précisé que la période prise en compte est celle précédant la date de cessation du contrat de travail. Pour la détermination du salaire de référence, sont exclues les sommes liées à la rupture ou à la fin du contrat de travail (indemnités de licenciement, indemnités compensatrices de congés payés et toutes autres sommes versées à titre exceptionnel).

4.1.2. Incapacité de travail

L’indemnisation au titre de la garantie incapacité de travail interviendra dans les conditions définies à l’article 5.2 de l’avenant n° 18 du 16 janvier 2013. En tout état de cause, l’indemnisation prévue ne peut conduire l’intéressé à percevoir une indemnisation supérieure au montant de l’allocation nette du régime obligatoire d’assurance chômage à laquelle il ouvre droit et qu’il aurait perçue au titre de la même période. Si l’allocation chômage n’a pas encore été versée, celle-ci sera reconstituée sur la base des conditions du régime d’assurance chômage applicables au jour de l’incapacité.

4.1.3. Durée et limites de la portabilité

Le maintien des garanties prend effet à compter de la date de fin du contrat de travail sous réserve d’avoir été régulièrement déclaré par l’entreprise auprès de l’organisme assureur désigné.

Le maintien de garanties s’applique pendant une durée égale à la période d’indemnisation du chômage dans la limite de la durée du dernier contrat de travail du salarié dans l’entreprise, appréciée en mois entiers, le cas échéant arrondie au nombre supérieur, et en tout état de cause dans la limite de 12 mois.

En tout état de cause, le maintien des garanties cesse :

- lorsque le bénéficiaire du dispositif de portabilité reprend un autre emploi ;
- dès qu’il ne peut plus justifier de son statut de demandeur d’emploi indemnisé par le régime obligatoire d’assurance chômage ;
- à la date d’effet de la liquidation de la pension vieillesse de la sécurité sociale ;
- en cas de décès.

La suspension des allocations du régime obligatoire d’assurance chômage, pour cause de maladie ou pour tout autre motif, n’a pas d’incidence sur le calcul de la durée du maintien des garanties, qui ne sera pas prolongée d’autant.

En cas de modification ou de révision des garanties des salariés en activité, les garanties des assurés bénéficiant du dispositif de portabilité seront modifiées ou révisées dans les mêmes conditions.

4.1.4. Financement de la portabilité

Le maintien des garanties au titre de la portabilité est financé par les cotisations des entreprises et des salariés en activité (part patronale et part salariale) définies à l’article 6 du présent avenant.

4.1.5. Changement d'organisme assureur

En cas de changement d'organisme assureur :

- les prestations en cours seront maintenues au niveau atteint par le précédent organisme assureur ;
- les bénéficiaires du dispositif de portabilité relevant des présentes stipulations seront affiliés dans les mêmes conditions que les salariés en activité auprès du nouvel organisme assureur.

4.1.6. Révision du dispositif de portabilité

Le contenu du présent avenant est susceptible d'évoluer en cas de modifications de l'article L. 911-8 du code de la sécurité sociale. Ces modifications seront constatées par voie d'avenant.

4.2. Maintien du régime aux salariés dont le contrat de travail est suspendu

Les garanties de prévoyance prévues par le présent régime sont suspendues en cas de périodes non rémunérées. Toutefois, les garanties sont maintenues, moyennant paiement des cotisations, au salarié dont le contrat de travail est suspendu, dès lors que pendant cette période il bénéficie d'une rémunération partielle ou totale de l'employeur ou d'indemnités journalières ou de rentes versées par la sécurité sociale en cas d'incapacité de travail ou d'invalidité. »

Article 3

Cotisations

L'article 6 « Cotisations » de l'avenant n° 18 du 16 janvier 2013 est modifié comme suit :

« Les cotisations sont calculées sur la rémunération brute annuelle, toutes primes et indemnités confondues, supportant les charges sociales, réparties comme suit :

L'affectation des cotisations aux diverses prestations du régime est fixée comme suit :

| | |
|---|---|
| Décès | 0,17 % du salaire total |
| Rente éducation OCIRP | 0,08 % tranche A/tranche B |
| Rente handicap OCIRP | 0,02 % tranche A/tranche B |
| Maintien de salaire | 0,23 % du salaire total |
| Incapacité de travail | 0,06 % tranche A/tranche B |
| Invalidité | 0,04 % tranche A/tranche B |
| Reprise des encours (*) | 0,03 % tranche A/tranche B (*) |
| Total | 0,40 % du salaire total + 0,23 % tranche A/tranche B |
| <small>(*) La prise en charge des risques en cours est financée par une cotisation sur 3 ans (2013, 2014 et 2015) et fait l'objet d'un compte spécifique. Tranche A (TA) : partie du salaire brut limitée au plafond annuel de la sécurité sociale. Tranche B (TB) : partie du salaire brut comprise entre une et quatre fois le plafond annuel de la sécurité sociale. Salaire total (ST) : masse salariale brute totale du personnel affilié.</small> | |

Le taux de cotisation est examiné annuellement, au vu de la présentation des comptes de résultats et de l'équilibre du régime. Le taux de cotisation peut être révisé à tout moment par accord des parties.

Les cotisations sont réparties de la manière suivante :

- 60 % à la charge de l'employeur ;
- 40 % à la charge du salarié.

Le taux de cotisation inhérent à la garantie maintien de salaire pour maladie ou accident est à la charge exclusive de l'employeur.

Les cotisations sont réglées trimestriellement par l'entreprise à terme échu. »

Article 4

Date d'effet

Le présent avenant prend effet le 1^{er} janvier 2014.

Article 5

Dépôt. – Extension

Le présent avenant fera l'objet d'un dépôt à la direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle ainsi qu'au secrétariat du greffe du conseil des prud'hommes en un nombre suffisant d'exemplaires.

Les parties signataires ont convenu de demander, sans délai, l'extension du présent avenant. La confédération nationale des détaillants, détaillants-fabricants de la confiserie, chocolaterie, biscuiterie, 64, rue de Caumartin, 75009 Paris, est chargée des formalités nécessaires.

Fait à Paris, le 15 janvier 2014.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisation patronale :

CNDC.

Syndicats de salariés :

FGTA FO ;

CSFV CFTC ;

FNAAC CFE-CGC ;

FS CFDT ;

FNAF CGT.

Brochure n° 3224

Convention collective nationale
IDCC : 1286. – CONFISERIE, CHOCOLATERIE, BISCUITERIE
(Détaillants et détaillants-fabricants)

AVENANT N° 4 DU 15 JANVIER 2014
À L'AVENANT N° 15 DU 3 SEPTEMBRE 2008
RELATIF AUX FRAIS DE SOINS DE SANTÉ

NOR : ASET1450558M
IDCC : 1286

PRÉAMBULE

Le présent avenant modifie l'article 10 de l'avenant n° 15 du 3 septembre 2008 de la convention collective nationale des détaillants, détaillants-fabricants de la confiserie, chocolaterie, biscuiterie.

Article 1^{er}

L'article 10 « Cessation des garanties » de l'avenant n° 15 du 3 septembre 2008 est rédigé comme suit afin de préciser l'articulation entre le dispositif de portabilité des droits et les dispositions de l'article 4 de la loi Evin :

« Article 10

Cessation des garanties

Pour tout salarié, la garantie cesse d'être accordée à l'expiration du mois au cours duquel prend fin le contrat de travail qui lie le salarié à l'entreprise adhérente ou, en cas de maintien des droits au titre de l'article 4 *bis* du présent régime, le dernier jour du mois au cours duquel le bénéficiaire cesse d'être garanti.

A titre exceptionnel et à condition que la totalité des cotisations mensuelles afférentes à la période de couverture aient été acquittées, la garantie peut être maintenue jusqu'à la fin du trimestre au cours duquel prend fin le contrat de travail.

Dans le respect de l'article 4 de la loi n° 89-1009 du 31 décembre 1989 et de son décret d'application n° 90-769 du 30 août 1990, l'organisme assureur désigné maintient, à titre individuel, la couverture frais de santé, sans condition de période probatoire ni d'examen ou questionnaires médicaux :

- au profit des anciens salariés bénéficiaires d'une rente d'incapacité ou d'invalidité, d'une pension de retraite ou, s'ils sont privés d'emploi, d'un revenu de remplacement, sans condition de durée ;
- au profit des personnes garanties de chef de l'assuré décédé, pendant une durée minimale de 12 mois à compter du décès, sous réserve que les intéressés en fassent la demande dans les 6 mois suivant le décès.

Afin de bénéficier des dispositions de l'article 4 de la loi Evin, les anciens salariés visés par l'article 4 *bis* du présent régime doivent en faire la demande auprès de l'organisme assureur dans les 6 mois qui suivent la rupture de leur contrat de travail ou, le cas échéant, dans les 6 mois suivant l'expiration de la période durant laquelle ils bénéficient du dispositif de portabilité.

Les anciens salariés qui feront valoir ce droit devront justifier régulièrement de leur situation auprès de l'organisme assureur désigné.

La cotisation retenue est égale à 150 % de la cotisation des actifs prévue à l'article 5 du régime de remboursement de frais de soins de santé appelée à 125 %.

La nouvelle adhésion prendra effet, au plus tard, au lendemain de la demande.

Pour les ayants droit d'un salarié décédé ayant bénéficié de la gratuité prévue à l'article 1^{er} de l'avenant n° 3 à l'avenant n° 15 du 7 septembre 2011, le bénéfice du maintien de couverture définit ci-dessus en application de l'article 4 de loi n° 89-1009 du 31 décembre 1989 prendra effet à l'issue de leur période de gratuité, sous réserve qu'ils en fassent expressément la demande. »

Article 2

Date d'effet

Le présent avenant prend effet le 1^{er} janvier 2014.

Article 3

Dépôt. – Extension

Conformément aux dispositions des articles D. 2231-2 et suivants du code du travail, le présent avenant fera l'objet d'un dépôt auprès des services centraux du ministre chargé du travail.

Les parties signataires ont convenu de demander, sans délai, l'extension du présent avenant conformément aux dispositions des articles L. 2261-16 et L. 2261-24 du code du travail. La confédération nationale des détaillants, détaillants-fabricants de la confiserie, chocolaterie, biscuiterie, 64, rue de Caumartin, 75009 Paris, est chargée des formalités nécessaires.

Fait à Paris, le 15 janvier 2014.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisation patronale :

CNDC.

Syndicats de salariés :

FGTA FO ;

CSFV CFTC ;

FS CFDT ;

FNAF CGT ;

FNAA CFE-CGC.

Brochure n° 3224

Convention collective nationale

IDCC : 1286. – **CONFISERIE, CHOCOLATERIE, BISCUITERIE**
(Détailants et détaillants-fabricants)

AVENANT N° 19 DU 15 JANVIER 2014

RELATIF AU DÉPART À LA RETRAITE

NOR : ASET1450560M

IDCC : 1286

PRÉAMBULE

La convention collective nationale des détaillants, détaillants-fabricants de la confiserie, chocolaterie, biscuiterie n° 3224 a instauré de manière mutualisée au profit des entreprises relevant de son champ d'application un fonds provisionnant les indemnités de départ à la retraite de ses salariés.

Au vu des comptes de résultats, les partenaires sociaux sont convenus :

- d'une part, d'uniformiser, pour l'ensemble des salariés de la branche, les modalités de calcul de l'indemnité versée lors du départ volontaire à la retraite ou de la mise à la retraite d'office sur la base de celles applicables au personnel cadre telles qu'elles découlent de l'avenant n° 10 ;
- d'autre part, de comptabiliser l'ancienneté prise en compte pour le calcul de cette indemnité au niveau des périodes de travail effectif effectuées au sein de l'ensemble des entreprises de la branche et non plus au niveau du dernier employeur uniquement ;
- de porter le taux d'appel de cotisation à 0,2 % du salaire total au lieu du taux contractuel de 0,3 % du salaire total.

Article 1^{er}

*Indemnité de départ volontaire à la retraite
ou de mise à la retraite d'office*

En conséquence de ce qui a été exposé ci-avant, les dispositions de l'article 19 de la convention collective nationale sont remplacées par les dispositions ci-après exposées :

« Article 19

Départ volontaire à la retraite et mise à la retraite d'office

Article 19.1

Départ volontaire à la retraite

Le départ volontaire à la retraite s'entend de tout salarié quittant volontairement l'entreprise qui l'emploie pour bénéficier d'une pension servie par le régime obligatoire de base d'assurance vieillesse dont il relève.

Le fait pour un salarié ayant quitté son employeur dans le cadre d'un départ volontaire à la retraite de ne pas faire liquider ses droits à pension vieillesse auprès du régime obligatoire de base d'assurance vieillesse dont il relève le prive de son droit de percevoir l'indemnité prévue par l'article 19.4 ci-après.

Article 19.2

Mise à la retraite d'office par l'employeur

La mise à la retraite d'office par l'employeur s'entend de la possibilité donnée à celui-ci de rompre le contrat de travail d'un salarié à partir du moment où ce dernier a atteint l'âge auquel il est en droit de faire liquider la pension de son régime obligatoire de base d'assurance vieillesse à taux plein même s'il ne justifie pas de la durée d'assurance requise au sein dudit régime.

L'âge mentionné à l'alinéa précédent est celui fixé au 1° de l'article L. 351-8 du code de la sécurité sociale.

Au moins 3 mois avant la date à laquelle le salarié atteint cet âge, l'employeur interroge par écrit son salarié sur son intention de quitter volontairement l'entreprise pour bénéficier d'une pension de vieillesse.

En cas de réponse négative du salarié dans le mois qui suit la date à laquelle il a été interrogé par son employeur ou à défaut d'avoir respecté la procédure prévue au précédent alinéa, l'employeur ne peut plus faire usage de son droit de mettre à la retraite d'office son salarié pendant l'année qui suit la date à laquelle ce dernier a atteint l'âge fixé au 1° de l'article L. 351-8 du code de la sécurité sociale.

La même procédure est applicable chaque année jusqu'au 69^e anniversaire du salarié.

Article 19.3

Préavis

Le départ volontaire à la retraite d'un salarié ou sa mise à la retraite d'office par son employeur ne sera effectif qu'à l'issue d'un préavis dont la durée sera calculée conformément aux dispositions de l'article 17 de la convention collective nationale.

Article 19.4

Indemnité de départ volontaire à la retraite ou de mise à la retraite d'office

Montant de l'indemnité de fin de carrière

En cas de mise à la retraite d'office par un employeur ou de départ volontaire à la retraite d'un salarié, ce dernier bénéficiera d'une indemnité de fin de carrière, calculée par tranche en fonction de son ancienneté dans la branche professionnelle, de la manière suivante :

- pour la tranche de 0 à 10 ans : 4/20 de mois par année de présence ;
- pour la tranche de 11 à 20 ans : 5/20 de mois par année de présence ;
- pour la tranche de 20 à 30 ans maximum : 6/20 de mois par année de présence.

Calcul de l'ancienneté

L'ancienneté du salarié s'apprécie au regard de l'ensemble des périodes de travail effectif qu'il a effectuées au cours de sa carrière professionnelle au sein d'entreprises qui, pendant chaque période de travail considérée, relevaient de la présente convention collective nationale.

Au cas où il n'y aurait pas un nombre entier d'années d'ancienneté, l'indemnité serait calculée au prorata du nombre de mois accomplis.

Salaire de référence

Le salaire de référence à prendre en considération pour le calcul de l'indemnité est le 1/12 de la rémunération des 12 derniers mois précédant le départ à la retraite ou, selon la formule la plus avantageuse pour l'intéressé, le 1/3 des trois derniers mois, étant entendu que, dans ce cas, toute prime ou gratification de caractère annuel ou exceptionnel qui aurait été versée pendant cette période ne serait prise en compte que *pro rata temporis*.

En tout état de cause, le montant de l'indemnité calculée suivant les dispositions du présent article ne pourra pas excéder 6 mois de salaire sans pour autant être inférieur :

- en cas de mise à la retraite d'office par un employeur : au montant de l'indemnité légale de licenciement calculée conformément aux dispositions des articles L. 1234-9 et R. 1234-1 et suivants du code du travail ;
- en cas de départ volontaire à la retraite d'un salarié : au montant de l'indemnité légale de départ à la retraite calculée conformément aux dispositions des articles L. 1237-9 et D. 1237-1 du code du travail. »

Article 2

Cotisations

Le taux de cotisation contractuel est de 0,30 % du salaire total (salaire total : masse salariale brute totale du personnel affilié).

Un taux d'appel de 66,66 % est appliqué à compter du 1^{er} janvier 2014 portant la cotisation à 0,20 % du salaire brut total, sous réserve que des modifications de lois ou de règlements servant de base aux prestations garanties ne remettent pas en cause l'équilibre technique du régime.

Au vu de la présentation des comptes de résultats et de l'équilibre du régime, le taux de cotisation est examiné annuellement et peut être révisé à tout moment par accord des parties.

Article 3

Date d'effet

Le présent avenant prend effet le 1^{er} janvier 2014.

Article 4

Dépôt. – Extension

Le présent avenant fera l'objet d'un dépôt auprès des services centraux du ministre chargé du travail ainsi qu'au secrétariat du greffe du conseil des prud'hommes dans les conditions requises par le code du travail.

Les parties signataires sont convenues de demander, sans délai, l'extension du présent avenant. La confédération nationale des détaillants, détaillants-fabricants de la confiserie, chocolaterie, biscuiterie, 64, rue de Caumartin, 75009 Paris, est chargée des formalités nécessaires.

Fait à Paris, le 15 janvier 2014.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisation patronale :

CNDC.

Syndicats de salariés :

FGTA FO ;

CSFV CFTC ;

FNAA CFE-CGC ;

FS CFDT.

Brochure n° 3224

Convention collective nationale

**IDCC : 1286. – CONFISERIE, CHOCOLATERIE, BISCUITERIE
(Détailants et détaillants-fabricants)**

**AVENANT N° 32 DU 15 JANVIER 2014
RELATIF AUX SALAIRES AU 1^{ER} JANVIER 2014**

NOR : ASET1450557M
IDCC : 1286

PRÉAMBULE

Les partenaires sociaux se sont mis d'accord pour créer une référence mensuelle sur les trois premiers niveaux. Ils ont également souhaité valoriser la classe 3A correspondant au niveau de CAP de chocolatier et le premier niveau du cadre débutant.

Article 1^{er}

A partir du 1^{er} janvier 2014, la grille de salaires applicable pour 35 heures de travail par semaine est la suivante :

Période concernée : du 1^{er} janvier 2014 au 31 décembre 2014.

Taux horaire de base brut minimum conventionnel : 9,62 €.

Salaire de base mensuel brut minimum conventionnel : 1 459 €.

(En euros.)

| CLASSE Catégorie | COEFFICIENT | ANCIENNE RAB | POURCENTAGE de hausse | RAB au 1 ^{er} janvier 2014 | RÉMUNÉRATION mensuelle | |
|---|-------------|-----------------|--------------------------|---|---------------------------|-----------------------------|
| 1A | 120 | 17 162,98 | 2 | 17 506,24 | 1 459,00 | Débutants pendant 6 mois |
| 1B | 130 | 17 308,58 | 2 | 17 654,75 | 1 471,00 | |
| 1C | 140 | 17 843,01 | 2 | 18 199,87 | 1 517,00 | |
| 2 | 150 | 18 435,58 | 2 | 18 804,29 | 1 567,02 | A titre indicatif |
| 3 (CAP) A | 160 | 18 962,30 | 3 | 19 531,17 | 1 627,60 | A titre indicatif |
| 3B | 170 | 19 423,20 | 2 | 19 811,66 | 1 650,97 | A titre indicatif |
| 4 (BTM) | 190 | 20 277,53 | 2 | 20 683,08 | 1 723,59 | A titre indicatif |
| Agent de maîtrise 1 ^{er} échelon | 210 | 22 188,54 | 2 | 22 632,31 | 1 886,03 | A titre indicatif |

| CLASSE Catégorie | COEFFICIENT | ANCIENNE RAB | POURCENTAGE de hausse | RAB au 1 ^{er} janvier 2014 | RÉMUNÉRATION mensuelle | |
|--|-------------|-----------------|--------------------------|---|---------------------------|-------------------|
| Agent de maîtrise 2 ^e échelon | 250 | 24 229,62 | 2 | 24 714,21 | 2 059,52 | A titre indicatif |
| Cadre débutant | 350 | 35 762,96 | 3 | 36 835,85 | 3 069,65 | A titre indicatif |
| Cadre confirmé | 400 | 39 621,77 | 2 | 40 414,21 | 3 367,85 | A titre indicatif |
| Cadre expert | 500 | 44 949,13 | 2 | 45 848,11 | 3 820,68 | A titre indicatif |
| NB. – RAB : rémunération annuelle brute. | | | | | | |

Article 2

Les parties contractantes demandent l'extension du présent avenant, conformément aux dispositions de la loi du 13 novembre 1982.

Fait à Paris, le 15 janvier 2014.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisation patronale :

CNDC.

Syndicats de salariés :

CSFV CFTC ;

FS CFDT ;

FGTA FO ;

FNAACFE-CGC.

Brochure n° 3316

Convention collective nationale
IDCC : 2372. – DISTRIBUTION DIRECTE

AVENANT N° 29 DU 31 JANVIER 2014
RELATIF AU RÉGIME DE PROTECTION FRAIS DE SANTÉ

NOR : ASET1450542M
IDCC : 2372

PRÉAMBULE

Le présent accord a pour objet d'arrêter les fondements de la mise en place d'une assurance santé au niveau de la branche de la distribution directe pour les salariés distributeurs reconnus selon les critères ci-dessous énumérés comme catégorie objective au sein de la catégorie des employés au plus tard au 30 juin 2014.

Il intervient à la suite de travaux menés par les partenaires sociaux ayant porté notamment sur les besoins exprimés par les salariés de la branche et sur les offres des assureurs du marché.

Ces travaux liminaires ont permis aux partenaires sociaux d'analyser les différentes hypothèses et de décider de la création et de la mise en place d'une assurance santé obligatoire pour la catégorie « distributeurs », adaptée à leur situation.

Le périmètre de l'accord repose sur deux points principaux, qui sont :

- les garanties minimales et les options de couverture santé ;
- la répartition des cotisations entre les employés et les employeurs.

Les résultats de l'appel d'offres mené auprès des organismes susceptibles de répondre au cahier des charges fixé par la branche de la distribution directe, ainsi qu'aux tarifs garantis, sont disponibles auprès du SDD.

Par ailleurs, les partenaires sociaux ont souhaité indiquer en annexe du présent accord les engagements.

Pour autant, chaque entreprise de la branche reste libre du choix final du prestataire d'assurance santé à la condition expresse que ce dernier offre une prestation répondant aux garanties minimales définies et au tarif maximal fixé pour couvrir les garanties fixées pour l'option de base décrite dans le présent accord.

Par ailleurs, il est précisé que les salariés non distributeurs, qu'ils soient de statut employé, agent de maîtrise ou cadre, non visés par le présent avenant, doivent tous être bénéficiaires dans les entreprises de la branche d'un régime frais de santé obligatoire dont les modalités de mise en place et de garanties sont définies librement au sein de chaque entreprise mais qui ne pourront être inférieures aux garanties fixées par le présent accord. Cette couverture doit être mise en place au plus tard au 30 juin 2014.

Il est spécifié qu'au moment de la mise en œuvre de ce nouveau dispositif les régimes de garanties complémentaires « frais de santé » applicables aux distributeurs, employés, agents de maîtrise et cadres dans les entreprises de la branche ne pourront pas être modifiés.

Article 1^{er}

Reconnaissance des distributeurs comme catégorie objective au sens du décret du 12 janvier 2012 et de la circulaire d'application du 25 septembre 2013

Les distributeurs ont des conditions de travail très spécifiques, les amenant à travailler de manière itinérante en organisant librement leurs horaires de travail sur la journée, même si des temps d'exécution des travaux de distribution et d'acheminement sont définis par la négociation collective.

Les distributeurs sont majoritairement à temps partiel ; ils peuvent être soit retraités, soit préretraités, soit à employeurs multiples, et actuellement plus rarement en activité à plein temps.

Les distributeurs sont le plus souvent des salariés travaillant à temps partiel et rémunérés à ce titre par un même employeur. Cela rend d'autant plus difficile même la volonté de généraliser des garanties frais de santé au niveau des entreprises dans ces conditions, les distributeurs étant déjà assurés pour leurs frais de santé sur un plan familial ou refusant de s'assurer, ou étant dans un cas de dispense.

Ainsi, tout est particulier pour cette catégorie de salariés, notamment au regard des frais de santé : les différentes situations doivent être prises en considération, conduisant à définir les bénéficiaires tout en prenant en compte l'impératif collectif du régime, mais aussi les cas particuliers d'exclusion énumérés et tolérés sur un plan réglementaire et détaillés ci-après.

La cotisation pour couvrir des risques frais de santé, qui sont actuariellement des risques certains, doit être conçue de manière à permettre l'équilibre durable du régime que ne permettrait pas, par exemple, une cotisation assise en pourcentage du salaire. Le cahier des charges défini au niveau de la branche pour favoriser la garantie des engagements par un assureur, quelles que soient sa nature et son identité, est destiné à préserver la stabilité des cotisations du régime instauré par la branche.

Ainsi, la catégorie, au regard des frais de santé, des distributeurs est objectivée par la nature du travail et des conditions de travail, le niveau d'activité moyen et de revenu justifiant une approche particulière, ce qui est fait dans le cadre du présent accord. Cette objectivation reposant sur les critères ainsi définis sera reprise dans le cadre de la prochaine négociation portant sur les niveaux de classification.

Article 2

Champ d'application

Le présent accord s'applique aux entreprises relevant du champ d'application professionnel de la convention collective nationale de la distribution directe.

Ces entreprises appliquent de façon obligatoire le régime complémentaire frais de santé distributeur institué par le présent accord.

Les entreprises actuellement couvertes par un autre régime complémentaire frais de santé pour les distributeurs devront adapter, en tant que de besoin, leurs garanties pour répondre aux obligations conventionnelles, au besoin en contractant avec tout organisme d'assurance respectant les garanties minimales et le tarif indiqué pour l'option de base établie au présent accord, et ce au plus tard au 30 juin 2014.

Article 3

Adhésion du salarié

Article 3.1

Bénéficiaires

Sous réserve de la précision apportée au dernier alinéa du préambule du présent accord, les bénéficiaires de l'assurance santé décrite dans cet accord sont les salariés de la branche de la distribution directe ayant le statut distributeur tel que défini dans la grille de classification de la convention collective de la distribution directe.

Les salariés doivent remplir une condition de 6 mois minimum de présence administrative dans leur entreprise pour être inscrits de façon obligatoire au présent régime s'ils n'ont pas invoqué et justifié d'un des motifs de dispenses d'affiliation prévues au 3.2.

Article 3.2

Dispenses d'affiliation

La dispense d'adhésion doit relever du libre choix du salarié, ce qui implique que chaque dispense résulte d'une demande expresse du salarié.

Peuvent être dispensés d'affiliation sans que soit remis en cause le caractère collectif et obligatoire du régime :

1. Les salariés qui bénéficient de la CMU-C ou d'une aide à l'acquisition d'une complémentaire frais de santé prévue à l'article L. 863-1 du code de la sécurité sociale. Dans ces cas, la dispense, qui doit être justifiée par tous documents utiles, peut jouer jusqu'à la date à laquelle les salariés cessent de bénéficier de cette couverture ou de cette aide.

2. Des salariés couverts par une assurance individuelle frais de santé au moment de la mise en place des garanties ou de l'embauche si elle est postérieure. La dispense ne peut alors jouer que jusqu'à échéance du contrat individuel. Si le contrat prévoit une clause de renouvellement tacite, la dispense prend fin à la date de reconduction tacite.

La faculté de dispense mentionnée aux 1 et 2 s'exerce indépendamment de la date à laquelle la situation personnelle du salarié vient à le faire bénéficier d'une autre couverture complémentaire.

3. A condition de le justifier chaque année, des salariés qui bénéficient par ailleurs pour les mêmes risques, y compris en tant qu'ayants droit, d'une couverture collective relevant de l'un des dispositifs de protection sociale complémentaire suivants (cf. arrêté du 26 mars 2012 modifié) :

- dispositif de protection sociale complémentaire présentant un caractère collectif et obligatoire selon les modalités rappelées par la circulaire DSS/SD5B/2013/344 du 25 septembre 2013 (ainsi la dispense d'adhésion ne peut jouer, pour un salarié ayant droit au titre de la couverture dont bénéficie son conjoint salarié dans une autre entreprise, que si ce dispositif prévoit la couverture des ayants droit à titre obligatoire) ;
- régime Alsace-Moselle ;
- contrats d'assurance de groupe dits « Madelin ».

4. Les salariés à employeurs multiples qui bénéficient déjà, et justifient, d'une complémentaire frais de santé obligatoire dans le cadre d'un autre emploi.

5. Les salariés sous contrat à durée déterminée et les apprentis avec l'obligation spécifique pour ceux titulaires d'un contrat à durée déterminée d'une durée au moins égale à 12 mois de justifier par écrit qu'ils sont déjà couverts à titre individuel pour les mêmes garanties, en produisant tous documents utiles.

6. Les salariés à temps partiel et les apprentis qui devraient acquitter une cotisation, dans le cadre du régime obligatoire, au moins égale en valeur à 10 % de leur rémunération brute.

Ces différents cas de dispense seront communiqués aux salariés au moment de l'entrée en vigueur du présent accord ainsi qu'au moment de l'embauche de nouveaux salariés.

Les dispenses d'affiliation prévues ci-dessus ne sont valables qu'après justification, par les salariés, de la couverture souscrite par ailleurs.

La non-délivrance du justificatif dans les délais impartis entraînera l'affiliation automatique du salarié au présent régime obligatoire.

Article 4

Garanties minimales du régime de santé

| LISTE DES GARANTIES | OPTION DE BASE obligatoire | OPTION 1 à la charge du salarié | OPTION 2 à la charge du salarié |
|---|---|---------------------------------|---------------------------------|
| Consultation et visite généraliste en secteur conventionné | 100 % BR | 120 % BR | 150 % BR |
| Consultation et visite spécialiste en secteur conventionné | 120 % BR | 200 % BR | 250 % BR |
| Analyses biologiques | 100 % BR | 120 % BR | 150 % BR |
| Auxiliaires médicaux | 100 % BR | 100 % BR | 100 % BR |
| Radiologie | 100 % BR | 120 % BR | 150 % BR |
| Actes de chirurgie et actes techniques médicaux | 120 % BR | 120 % BR | 150 % BR |
| Transport | 100 % BR | 100 % BR | 100 % BR |
| Frais de séjour conventionné | 100 % FR | 200 % BR | 250 % BR |
| Honoraires en secteur conventionné | 150 % BR | 200 % BR | 250 % BR |
| Frais de séjour en secteur non conventionné | 100 % BR | 200 % BRR | 250 % BRR |
| Honoraires en secteur non conventionné | 100 % BR | 200 % BRR | 250 % BRR |
| Forfait journalier | 100 % FR | 100 % FR | 100 % FR |
| Frais de transport | 100 % BR | 100 % BR | 100 % BR |
| Chambre particulière | 30 € par jour | 60 € par jour | 80 € par jour |
| Lit accompagnant (moins de 12 ans) | 30 € par jour (*) | 45 € par jour | 60 € par jour |
| Vignettes blanches et bleues | 100 % BR | 100 % BR | 100 % BR |
| Vignettes orange | 100 % BR | 100 % BR | 100 % BR |
| Pharmacie prescrite mais non remboursée par la sécurité sociale | | 20 € par an et par bénéficiaire | 40 € par an et par bénéficiaire |
| Soins dentaires secteur conventionné ou non conventionné | 100 % BR | 120 % BR | 150 % BR |
| Prothèses dentaires prises en charge par la sécurité sociale | 150 % BR dans la limite de 2 par an et par bénéficiaire ou 200 € par an et par bénéficiaire | 250 % BR | 300 % BR |

| LISTE DES GARANTIES | OPTION DE BASE obligatoire | OPTION 1 à la charge du salarié | OPTION 2 à la charge du salarié |
|--|---|---|---|
| Prothèses dentaires non prises en charge par la sécurité sociale | 150 % BR dans la limite de 2 par an et par bénéficiaire ou 200 € par an et par bénéficiaire | 250 % BRR | 300 % BRR |
| Orthodontie prise en charge par la sécurité sociale | 150 % BR | 200 % BR | 250 % BR |
| Orthodontie non prise en charge par la sécurité sociale | | | 200 % BRR |
| Implants dentaires | | 150 € par an et par bénéficiaire | 300 € par an et par bénéficiaire |
| Monture adulte (18 ans et plus) (*) | 100 € tous les 2 ans et par bénéficiaire | 100 € par an et par bénéficiaire | 120 € par an et par bénéficiaire |
| Monture enfant (moins de 18 ans) | 50 € par an et par bénéficiaire | 80 € par an et par bénéficiaire | 100 € par an et par bénéficiaire |
| Verre simple par verre (**) | 50 € tous les 2 ans et par bénéficiaire (adulte), par an pour enfants de moins de 18 ans | 50 € par an et par bénéficiaire | 90 € par an et par bénéficiaire |
| Verre progressif (par verre) (*) | 60 € tous les 2 ans et par bénéficiaire | 75 € par an et par bénéficiaire | 125 € par an et par bénéficiaire |
| Lentilles prises en charge par la sécurité sociale (y compris lentilles jetables) (**) | 50 € tous les 2 ans et par bénéficiaire | 100 € par an et par bénéficiaire | 150 € par an et par bénéficiaire |
| Lentilles non prises en charge par la sécurité sociale (y compris lentilles jetables) (**) | 50 € tous les 2 ans et par bénéficiaire | 100 € par an et par bénéficiaire | 150 € par an et par bénéficiaire |
| Petit appareillage et orthopédie | 100 % BR | 150 % BR | 200 % BR |
| Prothèse auditive prise en charge par la sécurité sociale | 120 % BR | 170 % BR | 250 % BR |
| Traitement et honoraires des cures thermales prises en charge par la sécurité sociale | 100 % BR | 100 % BR | 100 % BR |
| Voyage et hébergement pour la cure | 100 % BR | 150 € par an et par bénéficiaire | 200 € par an et par bénéficiaire |
| Ostéopathie | | 20 € par séance et 3 séances maximum par an | 30 € par séance et 3 séances maximum par an |
| Dépistage hépatite B | 100 % BR | 100 % BR | 100 % BR |
| Vaccins (compris dans les prestations de prévention : diphtérie, tétanos, poliomyélite) tout âge, coqueluche avant 14 ans, hépatite B avant 14 ans, BCG avant 8 ans, rubéole pour certaines femmes, <i>haemophilus influenzae</i> B, vaccination contre les infections invasives à pneumocoques moins de 18 mois | 100 % BR | 100 % BR | 100 % BR |

| LISTE DES GARANTIES | OPTION DE BASE obligatoire | OPTION 1 à la charge du salarié | OPTION 2 à la charge du salarié |
|--|-------------------------------|---------------------------------------|---------------------------------------|
| Forfait maternité adoption | | 100 € | 150 € |
| (*) Pour les moins de 18 ans : limité à 20 jours. (**) Hors évolution du niveau de vision sur prescription médicale, pour les adultes de 18 ans et plus. BR : base de remboursement de la sécurité sociale. BRR : base de remboursement de la sécurité sociale reconstituée. FR : frais réels. | | | |

NB. – Ces garanties s’appliquent sous réserve de garanties plus favorables définies par le décret à paraître relatif au panier soin minimal. Si le décret était plus favorable que ces garanties ainsi définies, les parties se réuniraient au plus tard dans le mois suivant sa parution afin de réétudier le niveau de ces prestations.

Article 5

Prix maximal du régime de santé

Les garanties minimales exposées à l’article 4 ont été soumises aux assureurs de santé, dont l’appel d’offres est disponible auprès du SDD.

Ces derniers s’engagent à un prix maximal pour le régime de base pour le salarié bénéficiaire de 1,02 % du PMSS maximum, et ce pour une durée déterminée de 2 années à compter de la date d’application de l’accord. Ce tarif devra faire l’objet d’une négociation spécifique avec l’assureur retenu afin de tenir compte du régime local particulier appliqué à la région Alsace-Moselle en matière d’assurance maladie obligatoire complémentaire.

Les entreprises de la branche qui souhaiteraient signer un contrat avec un autre assureur de santé que ceux visés dans l’appel d’offres pourront le faire en respectant les conditions des articles 4 et 5.

Article 6

Financement du régime

Le financement du régime de base pour le distributeur est assuré par une cotisation à la charge de l’employeur correspondant à 50 % du montant défini et 50 % pour le distributeur.

Cette répartition ainsi que la particularité du régime Alsace-Moselle feront l’objet d’une discussion avec les partenaires sociaux au bout de 2 ans d’application du présent accord, une fois que seront connus les ratios de sinistres à prime qui seront communiqués tous les ans aux organisations syndicales conformément aux dispositions de l’article 10 ci-après.

Toutes options éventuelles venant compléter le régime de base applicable au distributeur seront à sa charge exclusive, et ce quel que soit le niveau de garanties choisi par le bénéficiaire pour lui et éventuellement ses ayants droit.

Les cotisations telles que définies par le contrat de garanties obligatoires, dues par les salariés, sont prélevées mensuellement par l’employeur sur le bulletin de salaire. Le montant correspondant à des options complémentaires sera pris en charge directement par le salarié.

Le montant des cotisations ainsi fixé doit être garanti par l’assureur 2 années à compter de la date de la signature du présent accord.

Article 7

Contrat responsable

Le présent régime ne prend pas en charge :

- la majoration de la participation de l’assuré en cas de consultation d’un médecin en dehors du parcours de soins ou en cas de refus du droit d’accès au dossier médical personnel ;

- les dépassements d'honoraires pratiqués par certains spécialistes lorsque l'assuré consulte sans prescription du médecin traitant et qu'il ne relève pas d'un protocole de soins ;
- la participation forfaitaire de l'assuré pour chaque acte ou consultation ;
- les franchises prévues au III de l'article L. 322-2 du code de la sécurité sociale.

Les salariés bénéficiaires du présent régime ont droit à un remboursement complémentaire à celui de la sécurité sociale à hauteur du ticket modérateur.

En application de l'article R. 871-2 du code de la sécurité sociale, les signataires du présent accord ont choisi de prendre en charge intégralement les prestations de prévention suivantes :

- dépistage des troubles auditifs chez les plus de 50 ans ;
- actes d'ostéodensitométrie chez les femmes de plus de 50 ans.

Article 8

Maintien de la complémentaire frais de santé en cas de suspension du contrat de travail et/ou de rupture du contrat

Le bénéfice des garanties doit être maintenu pendant les périodes de suspension pour lesquelles il y a maintien total ou partiel de salaire ou une indemnisation par la sécurité sociale et/ou l'entreprise.

En cas de rupture du contrat de travail, la portabilité telle que définie par la loi de sécurisation pour l'emploi du 14 juin 2013 s'appliquera.

Article 9

Gestion et règlement des dossiers frais de santé

Les modalités d'envoi des dossiers frais de santé à l'organisme assureur et leur règlement par celui-ci sont définis dans la convention de gestion signée avec les assureurs santé ou gestionnaires de ces assureurs, choisis par les entreprises de la branche.

Article 10

Suivi du régime complémentaire frais de santé

Les entreprises de la branche s'engagent à fournir à l'issue de chaque année les documents, les rapports financiers, les analyses commentées et autres informations complémentaires nécessaires à la compréhension de l'évolution du régime, pour le 30 septembre de l'année civile au plus tard. Un point intermédiaire pourra être effectué lors d'une réunion de la commission mixte paritaire, à la demande d'une organisation syndicale ou de la partie patronale du SDD.

Cette documentation sera fournie aux conseillers techniques de branche afin qu'elle soit examinée lors d'une commission mixte.

Article 11

Modalités de réexamen du régime

En application de l'article L. 912-1 du code de la sécurité sociale, les parties signataires décident de procéder à un réexamen du régime de santé décrit dans cet accord tous les 5 ans maximum, à compter de la date de signature du présent accord.

Le réexamen interviendra sur les bases de l'analyse opérée dans le cadre de l'application du suivi décrit à l'article 10 du présent accord.

Article 12

Application et entrée en vigueur

Le présent accord entrera en vigueur à compter du 30 juin 2014, date d'effet du régime frais de santé.

Il est conclu pour une durée indéterminée.

Aucun accord d'entreprise ne peut modifier le présent avenant avec pour objet de modifier des dispositions qui seraient moins favorables aux salariés.

Article 13

Révision ou dénonciation

Les dispositions du présent avenant pourront être révisées conformément aux dispositions légales applicables à la convention collective nationale de la distribution directe.

Toute demande de révision devra être portée à la connaissance des autres parties signataires, par lettre recommandée avec avis de réception ; elle devra comporter l'indication des points à réviser et des propositions formulées en remplacement.

Les dispositions du présent accord pourront être dénoncées par l'une ou l'autre des parties signataires conformément à l'article L. 2261-9 du code du travail, ce qui produira les effets prévus aux articles L. 2261-10 ou L. 2261-11 du code du travail.

Article 14

Dépôt

Conformément aux articles L. 2231-6 et D. 2231-2 du code du travail, le présent accord est déposé en deux exemplaires (dont un support papier et un support électronique) par l'organisation professionnelle d'employeurs de la distribution directe auprès des services du ministère chargé du travail et en exemplaire unique auprès du secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de Paris.

Il fait par ailleurs l'objet d'une demande d'extension par les parties signataires.

Fait à Paris, le 31 janvier 2014.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisation patronale :

SDD.

Syndicats de salariés :

F3C CFDT ;

CGT ;

SNPEP FO ;

FPT CFTC ;

SNCTPP CFE-CGC.

ANNEXE

Exemple de répartition de la cotisation en l'état des discussions au moment de la signature du présent accord

Exemple :

Salarié couvert par l'option de base sur la base d'une cotisation globale à 32 € par mois, soit 1,02 % du PMSS ⁽¹⁾, répartie ainsi : 16 € par mois pour le distributeur et 16 € par mois pour l'employeur.

Cas 1 :

- cotisation distributeur : 16 € ;
- cotisation employeur : 16 €.

Cas 2 :

Si le distributeur souhaite affilier un enfant :

- cotisation distributeur : 16 € pour l'option de base + 17,63 €, soit 0,56 % du PMSS, pour l'enfant (total 33,63 €) ;
- cotisation employeur : 16 € pour l'option de base couvrant le distributeur.

Cas 3 :

Si le distributeur souhaite affilier deux enfants + conjoint :

- cotisation distributeur : 16 € pour l'option de base + 35,36 € pour deux enfants + 32 €, soit 1,02 % du PMSS, pour le conjoint (total 83,36 €) ;
- cotisation employeur : 16 € pour l'option de base couvrant le distributeur.

Ces montants ne sont pas contractuels et sont donnés à titre purement indicatif.

(1) PMSS : plafond mensuel de la sécurité sociale (3 129 € en 2014).

Brochure n° 3065

Convention collective nationale
IDCC : 675. – MAISONS À SUCCURSALES DE VENTE
AU DÉTAIL D'HABILLEMENT

ACCORD DU 11 AVRIL 2014

RELATIF AU TEMPS PARTIEL

NOR : ASET1450561M
IDCC : 675

PRÉAMBULE

Les entreprises succursalistes de l'habillement sont présentes sur l'ensemble du territoire à travers des points de vente aux formats variés.

Cette organisation contribue à une dynamisation économique et sociale des lieux où ces derniers sont implantés.

L'activité du secteur demeure cependant tributaire des flux de clientèle. Ainsi, les entreprises adaptent leurs effectifs aux fluctuations de cette affluence, que ce soit sur le plan journalier, hebdomadaire, mensuel ou annuel.

Dans ces conditions, le recours au temps partiel permet une meilleure adaptation des ressources humaines à la fréquentation des magasins.

Il va néanmoins de soi que l'augmentation des bases contractuelles, voire l'accession à des temps pleins, doit accompagner l'ancienneté des personnels, notamment dans les magasins.

En 2001, les signataires de l'avenant n° 42 ont souhaité déterminer le cadre conventionnel de cette pratique. L'accord national interprofessionnel du 11 janvier 2013 puis la loi sur la sécurisation de l'emploi du 14 juin 2013 ont confirmé et/ou complété un certain nombre de dispositions de ce texte.

Dans le présent accord, les parties signataires entendent préciser les modalités d'organisation du temps partiel dans la branche.

Elles conviennent qu'aucun nouvel accord d'entreprise ne pourra déroger au présent texte, sauf à comporter des dispositions plus favorables, et que la mise en place de tout dispositif d'annualisation devra désormais faire l'objet d'un accord d'entreprise ou d'établissement.

Les parties signataires rappellent enfin que les entreprises devront veiller à l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes dans la mise en œuvre du présent accord.

I. – Organisation du temps partiel

a) Durée hebdomadaire du travail à temps partiel

(Remplace le point 2, I et II, de l'avenant n° 42 du 5 juillet 2001.)

« Durée hebdomadaire minimum

La durée hebdomadaire minimum du travail à temps partiel est portée de 22 à 24 heures.

Cette disposition, qui s'appliquera pour les nouveaux contrats au 1^{er} juillet 2014, prendra effet de manière anticipée pour les contrats de travail en cours, au plus tard à compter du 1^{er} janvier 2015 au lieu du 1^{er} janvier 2016. D'ici à cette date, cette durée minimum ne s'appliquera qu'aux salariés qui en feront la demande, sauf refus de l'employeur justifié par l'impossibilité d'y faire droit compte tenu de l'activité économique de l'entreprise.

Déroptions à cette durée minimum

Peuvent bénéficier d'un contrat d'une durée inférieure à 24 heures hebdomadaires :

- les étudiants de moins de 26 ans sur présentation d'une carte d'étudiant valide ;
- les personnes en parcours d'insertion,

mais aussi les salariés qui en font la demande par écrit et de façon motivée :

- pour faire face à des contraintes personnelles ;
- et/ou pour cumuler plusieurs activités.

La conclusion d'un contrat d'une durée inférieure à 24 heures hebdomadaires est également possible, sur la base d'horaires réguliers ou permettant le cumul de plusieurs activités afin d'atteindre une durée globale d'activité au moins égale à 24 heures pour :

- les salariés remplaçant temporairement des collaborateurs à temps partiel travaillant moins de 24 heures par semaine ;
- les salariés remplaçant des collaborateurs en mi-temps thérapeutique durant leurs périodes de repos ;
- les salariés occupant exclusivement des emplois de retouche ou de nettoyage.

Le refus de l'employeur d'accorder ce type de dérogations (contraintes personnelles et cumul d'activités) doit être formulé par écrit et de façon motivée, notamment en raison des possibilités ou impossibilités liées à l'exploitation de l'établissement concerné.

A l'expiration du motif ouvrant droit à la dérogation, l'employeur recherche s'il est possible de porter la durée du contrat à une durée au moins équivalente à 24 heures hebdomadaires.

Les collaborateurs embauchés sous contrat étudiant sont prioritaires, s'ils en font la demande, pour bénéficier des éventuels postes disponibles dans l'entreprise dont la durée du travail est supérieure ou égale à 24 heures hebdomadaires. »

b) Organisation de la journée de travail des salariés à temps partiel

(Remplace le point 2, I, 2 de l'avenant n° 42 du 5 juillet 2001.)

« La répartition quotidienne des horaires de travail d'un salarié à temps partiel est déterminée selon les modalités suivantes :

- 1 demi-journée de travail dont la durée ne peut être inférieure à 3 h 30 ;
- 1 journée complète dont la durée de travail effectif ne peut être inférieure à 6 heures, cette journée pouvant prévoir deux séquences de travail séparées par une coupure de 1 heure maximum sauf demande expresse du salarié.

Cependant, lorsque l'établissement où travaille le salarié est fermé durant la pause méridienne, cette coupure peut être supérieure à 1 heure avec un maximum de 2 heures pour correspondre à la durée de fermeture ;

- ces contrats ne pourront être répartis sur plus de 5 journées par semaine.

L'employeur recherchera la possibilité d'aménager cette répartition quotidienne des horaires de travail si le salarié en fait la demande par écrit et de manière motivée, notamment :

- pour faire face à des contraintes personnelles ;
- et/ou pour concilier sa vie professionnelle et sa vie familiale ;

– et/ou pour le cumul de plusieurs activités.

L'employeur répondra par écrit et motivera sa décision. »

c) Compléments d'heures par avenants (remplacements et surcroît d'activité)

(Remplace le point 2, II, de l'avenant n° 42 du 5 juillet 2001.)

« Les parties signataires souhaitent permettre aux salariés à temps partiel de réaliser des compléments d'heures par avenants, notamment en cas de surcroît d'activité (soldes, opérations commerciales, inventaires...).

Ces compléments d'heures répondront aux caractéristiques suivantes :

Accès aux compléments d'heures par avenants

Le recours aux compléments d'heures par avenants se fait sur la base du volontariat, la priorité étant donnée aux contrats n'entrant pas dans le champ des dérogations à la durée minimum de 24 heures visées par l'article L. 3123-14-2 du code du travail.

Nombre d'avenants, hors remplacements, pouvant être conclus annuellement

En dehors des cas de remplacements, huit compléments d'heures par avenants pourront être conclus par année et par salarié.

La durée cumulée des avenants, hors remplacements, ne pourra pas excéder 11 semaines par salarié et par an.

Majoration des compléments d'heures par avenants

Les compléments d'heures par avenants sont majorés au minimum de 12 %.

Les heures réalisées au-delà des compléments d'heures par avenants sont majorées à 25 %.

Contenu de l'avenant relatif au complément d'heures

L'avenant temporaire au contrat de travail relatif au complément d'heures devra préciser :

- le motif du recours au complément d'heures ;
- sa durée ;
- le nombre d'heures qu'il comprend ;
- le taux de majoration.

Avenants et affectations temporaires

Les majorations des compléments d'heures par avenants ne se cumulent pas avec les contreparties prévues pour les affectations temporaires, dont le régime est déterminé par l'accord de branche du 12 novembre 2013.

La contrepartie la plus intéressante est octroyée au salarié. »

d) Heures complémentaires

(Remplace le point 2, IV, de l'avenant n° 42 du 5 juillet 2001.)

« Accès aux heures complémentaires

Le salarié doit réaliser les heures complémentaires proposées par l'employeur, sauf :

- en cas de non-respect par celui-ci du délai de prévenance de 7 jours calendaires ;
- si ces heures complémentaires sont accomplies au-delà des limites fixées par le contrat de travail.

Durée

Le recours aux heures complémentaires est limité à 1/3 de la durée prévue dans le contrat de travail initial.

L'accomplissement d'heures complémentaires régulières pendant 12 semaines consécutives, ou pendant 12 semaines au cours d'une période de 15 semaines, au cours desquelles le salarié dépasse

de 2 heures au moins l'heure prévue au contrat de travail donne lieu à une modification de ce dernier, sous réserve d'un préavis de 7 jours et sauf opposition du salarié intéressé.

Majoration

Conformément aux dispositions légales en vigueur, la majoration du taux horaire des heures complémentaires est fixée à 10 % pour celles n'excédant pas 1/10 de la durée du contrat de travail, puis à 25 % pour celles comprises entre 1/10 et 1/3 de la durée du contrat de travail. »

e) Priorité d'accès aux emplois à temps plein ou d'une durée hebdomadaire supérieure

« Les salariés à temps partiel qui souhaitent occuper ou reprendre un emploi à temps complet ou accroître leur temps de travail dans le même établissement, voire dans l'entreprise, ont priorité pour l'attribution d'un emploi relevant de leur catégorie professionnelle ou d'un emploi de niveau équivalent. L'employeur permettra aux salariés qui en font la demande de connaître la liste des postes éventuellement disponibles dans la ou les régions souhaitées.

Il en est de même pour les salariés à temps complet qui souhaitent obtenir un emploi à temps partiel.

Les salariés concernés doivent en faire la demande par écrit à l'employeur. L'employeur y répondra par écrit dans un délai de 10 jours ouvrés. En cas de réponse positive, il précisera dans son courrier les caractéristiques du contrat proposé (nature juridique, durée, salaire et lieu(x) de travail). »

f) Annualisation du temps de travail

(Modifie le point 8 de l'avenant n° 42 du 5 juillet 2001.)

« La mise en place d'un dispositif d'aménagement du temps de travail sur l'année nécessitera désormais un accord d'entreprise ou d'établissement répondant aux conditions de majorité prévues par la loi. »

II. – Date d'application, suivi, publicité et extension

a) Date d'application

Ces dispositions sont applicables à l'issue du délai d'opposition avec effet le premier jour du mois suivant le mois de la date de dépôt du présent accord.

b) Suivi de l'accord

Le suivi de l'accord est confié au comité paritaire de pilotage de l'observatoire de la branche.

c) Publicité et extension

Conformément à l'article D. 2231-2 du code du travail, le présent accord sera déposé en un exemplaire original et une copie sera envoyée sous forme électronique à la direction générale du travail.

Un exemplaire sera également communiqué au greffe du conseil de prud'hommes de Paris.

Les parties signataires sont convenues de demander sans délai l'extension du présent accord, la fédération des enseignes de l'habillement étant chargée des formalités à accomplir à cette fin.

Fait à Paris, le 11 avril 2014.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisation patronale :

FEH.

Syndicats de salariés :

FS CFDT ;

FNECS CFE-CGC.

Brochure n° 3126

Convention collective régionale
IDCC : 54. – INDUSTRIES MÉTALLURGIQUES
(OETAM)
(Région parisienne)

AVENANT DU 20 MARS 2014
RELATIF AUX TAUX GARANTIS ANNUELS, AUX SALAIRES MINIMAUX HIÉRARCHIQUES
ET AUX PRIMES POUR L'ANNÉE 2014

NOR : ASET1450552M
IDCC : 54

Entre :

Le GIM région parisienne,

D'une part, et

La CFTC métallurgie Ile-de-France ;

La CGT-FO métallurgie de la région parisienne ;

Le SMIDEF CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Les taux garantis annuels prévus à l'article 9 de l'avenant « Mensuels » sont fixés pour l'année 2014 par un barème exprimé en euros figurant en annexe du présent avenant et constituent la rémunération annuelle en dessous de laquelle ne pourra être rémunéré aucun salarié adulte travaillant normalement et ayant atteint 1 an de présence continue dans l'entreprise au 31 décembre 2014.

Le présent barème est établi sur la base de l'horaire hebdomadaire légal de 35 heures, soit 151,67 heures par mois, et sera adapté proportionnellement à l'horaire collectif en vigueur ou à celui du salarié concerné.

Les compensations pécuniaires versées au titre de l'ensemble des réductions de la durée du travail sont à prendre en compte pour la comparaison des rémunérations réelles et des taux garantis annuels.

Tous les taux garantis annuels du présent barème ont une valeur supérieure au Smic annuel en vigueur au 1^{er} janvier 2014.

Toutefois, si une revalorisation du Smic intervenait au cours de l'année 2014, il est rappelé qu'à compter de cette revalorisation et dans les conditions prévues par le code du travail la rémunération mensuelle d'un salarié ne pourra être inférieure au Smic correspondant à son horaire de travail effectif.

Article 2

La valeur du point qui détermine les salaires minimaux hiérarchiques, base de calcul des primes d'ancienneté, est portée à 4,99077 € à compter du 1^{er} janvier 2014 pour un horaire hebdomadaire de 35 heures ou 151,67 heures par mois.

Les salaires minimaux hiérarchiques et les primes d'ancienneté qui découlent de cette valeur du point doivent être adaptés proportionnellement à l'horaire effectif de chaque salarié et supporter, le cas échéant, les majorations pour heures supplémentaires.

Un barème, exprimé en euros, applicable à compter du 1^{er} janvier 2014, fixé en fonction de la durée légale du travail de 35 heures hebdomadaires, soit 151,67 heures par mois, est annexé au présent avenant. Il tient compte des majorations des salaires minimaux hiérarchiques des ouvriers prévues à l'article 9 de l'avenant « Mensuels » et de celles des salaires minimaux hiérarchiques des agents de maîtrise d'atelier prévues à l'article 8 de l'avenant relatif à certaines catégories de mensuels.

Les salaires minimaux hiérarchiques comprennent les compensations pécuniaires dues pour l'ensemble des réductions de la durée du travail.

Article 3

L'indemnité de panier prévue à l'article 18 de l'avenant « Mensuels » est portée à 6,68962 € à compter du 1^{er} janvier 2014.

Article 4

Le présent avenant sera notifié à chaque organisation syndicale représentative dans les conditions prévues à l'article L. 2231-5 du code du travail et déposé au ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social ainsi qu'au secrétariat-greffe des conseils de prud'hommes de Paris et de Nanterre dans les conditions prévues à l'article D. 2231-2 du code du travail.

Son extension sera sollicitée en application des articles L. 2261-24 et suivants du code du travail.

Fait à Neuilly-sur-Seine, le 20 mars 2014.

(Suivent les signatures.)

ANNEXE

Barème de taux garantis annuels applicable pour l'année 2014

Base 151,67 heures, pour un horaire hebdomadaire de travail effectif de 35 heures, applicable aux entreprises soumises à la durée légale du travail de 35 heures.

(En euros.)

| NIV. | COEF. | ÉCH. | ADMINISTRATIFS et techniciens | AGENTS de maîtrise (sauf AM d'atelier) | OUVRIERS | AGENTS de maîtrise d'atelier |
|------|-------|------|----------------------------------|--|------------|---------------------------------|
| I | 140 | 1 | 17 560 | | O1 17 560 | |
| | 145 | 2 | 17 580 | | O2 17 605 | |
| | 155 | 3 | 17 605 | | O3 17 729 | |
| II | 170 | 1 | 17 626 | | P1 17 758 | |
| | 180 | 2 | 17 653 | | | |
| | 190 | 3 | 17 683 | | P2 17 852 | |
| III | 215 | 1 | 18 253 | AM1 18 253 | P3 19 164 | AM1 19 529 |
| | 225 | 2 | 19 073 | | | |
| | 240 | 3 | 20 303 | AM2 20 303 | TA1 21 317 | AM2 21 724 |
| IV | 255 | 1 | 21 353 | AM3 21 353 | TA2 22 421 | AM3 22 849 |
| | 270 | 2 | 22 615 | | TA3 23 744 | |
| | 285 | 3 | 23 878 | AM4 23 878 | TA4 25 071 | AM4 25 549 |
| V | 305 | 1 | 25 378 | AM5 25 378 | | AM5 27 154 |
| | 335 | 2 | 27 864 | AM6 27 864 | | AM6 29 812 |
| | 365 | 3 | 30 186 | AM7 30 186 | | AM7 32 300 |
| | 395 | 3 | 32 699 | AM7 32 699 | | AM7 34 989 |

Barème des primes mensuelles d'ancienneté applicable à compter du 1^{er} janvier 2014

Base 151,67 heures, pour un horaire hebdomadaire de travail effectif de 35 heures, applicable aux entreprises soumises à la durée légale du travail de 35 heures.
Valeur du point pour 35 heures : 4,99077 €.

Administratifs et techniciens. – Agents de maîtrise (sauf AM d'atelier)

(En euros.)

| NIV. | ÉCH. | COEF. | SALAIRE MINIMAL hiérarchique | 3 ANS 3 % | 4 ANS 4 % | 5 ANS 5 % | 6 ANS 6 % | 7 ANS 7 % | 8 ANS 8 % | 9 ANS 9 % | 10 ANS 10 % | 11 ANS 11 % | 12 ANS 12 % | 13 ANS 13 % | 14 ANS 14 % | 15 ANS 15 % |
|------|------|-------|---------------------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| I | 1 | 140 | 698,71 | 20,96 | 27,95 | 34,94 | 41,92 | 48,91 | 55,90 | 62,88 | 69,87 | 76,86 | 83,85 | 90,83 | 97,82 | 104,81 |
| | 2 | 145 | 723,66 | 21,71 | 28,95 | 36,18 | 43,42 | 50,66 | 57,89 | 65,13 | 72,37 | 79,60 | 86,84 | 94,08 | 101,31 | 108,55 |
| | 3 | 155 | 773,57 | 23,21 | 30,94 | 38,68 | 46,41 | 54,15 | 61,89 | 69,62 | 77,36 | 85,09 | 92,83 | 100,56 | 108,30 | 116,04 |
| II | 1 | 170 | 848,43 | 25,45 | 33,94 | 42,42 | 50,91 | 59,39 | 67,87 | 76,36 | 84,84 | 93,33 | 101,81 | 110,30 | 118,78 | 127,26 |
| | 2 | 180 | 898,34 | 26,95 | 35,93 | 44,92 | 53,90 | 62,88 | 71,87 | 80,85 | 89,83 | 98,82 | 107,80 | 116,78 | 125,77 | 134,75 |
| | 3 | 190 | 948,25 | 28,45 | 37,93 | 47,41 | 56,90 | 66,38 | 75,86 | 85,34 | 94,83 | 104,31 | 113,79 | 123,27 | 132,76 | 142,24 |
| III | 1 | 215 | 1 073,02 | 32,19 | 42,92 | 53,65 | 64,38 | 75,11 | 85,84 | 96,57 | 107,30 | 118,03 | 128,76 | 139,49 | 150,22 | 160,95 |
| | 2 | 225 | 1 122,92 | 33,69 | 44,92 | 56,15 | 67,38 | 78,60 | 89,83 | 101,06 | 112,29 | 123,52 | 134,75 | 145,98 | 157,21 | 168,44 |
| | 3 | 240 | 1 197,78 | 35,93 | 47,91 | 59,89 | 71,87 | 83,84 | 95,82 | 107,80 | 119,78 | 131,76 | 143,73 | 155,71 | 167,69 | 179,67 |
| IV | 1 | 255 | 1 272,65 | 38,18 | 50,91 | 63,63 | 76,36 | 89,09 | 101,81 | 114,54 | 127,27 | 139,99 | 152,72 | 165,44 | 178,17 | 190,90 |
| | 2 | 270 | 1 347,51 | 40,43 | 53,90 | 67,38 | 80,85 | 94,33 | 107,80 | 121,28 | 134,75 | 148,23 | 161,70 | 175,18 | 188,65 | 202,13 |
| | 3 | 285 | 1 422,37 | 42,67 | 56,89 | 71,12 | 85,34 | 99,57 | 113,79 | 128,01 | 142,24 | 156,46 | 170,68 | 184,91 | 199,13 | 213,36 |
| V | 1 | 305 | 1 522,18 | 45,67 | 60,89 | 76,11 | 91,33 | 106,55 | 121,77 | 137,00 | 152,22 | 167,44 | 182,66 | 197,88 | 213,11 | 228,33 |
| | 2 | 335 | 1 671,91 | 50,16 | 66,88 | 83,60 | 100,31 | 117,03 | 133,75 | 150,47 | 167,19 | 183,91 | 200,63 | 217,35 | 234,07 | 250,79 |
| | 3 | 365 | 1 821,63 | 54,65 | 72,87 | 91,08 | 109,30 | 127,51 | 145,73 | 163,95 | 182,16 | 200,38 | 218,60 | 236,81 | 255,03 | 273,24 |
| | 3 | 395 | 1 971,35 | 59,14 | 78,85 | 98,57 | 118,28 | 137,99 | 157,71 | 177,42 | 197,14 | 216,85 | 236,56 | 256,28 | 275,99 | 295,70 |

Ouvriers

(En euros.)

| NIV. | ÉCH. | COEF. | SALAIRE MINIMAL hiérarchique | 3 ANS 3 % | 4 ANS 4 % | 5 ANS 5 % | 6 ANS 6 % | 7 ANS 7 % | 8 ANS 8 % | 9 ANS 9 % | 10 ANS 10 % | 11 ANS 11 % | 12 ANS 12 % | 13 ANS 13 % | 14 ANS 14 % | 15 ANS 15 % |
|------|------|-------|---------------------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| I | 1 | 140 | 733,64 | 22,01 | 29,35 | 36,68 | 44,02 | 51,35 | 58,69 | 66,03 | 73,36 | 80,70 | 88,04 | 95,37 | 102,71 | 110,05 |
| | 2 | 145 | 759,84 | 22,80 | 30,39 | 37,99 | 45,59 | 53,19 | 60,79 | 68,39 | 75,98 | 83,58 | 91,18 | 98,78 | 106,38 | 113,98 |
| | 3 | 155 | 812,25 | 24,37 | 32,49 | 40,61 | 48,74 | 56,86 | 64,98 | 73,10 | 81,23 | 89,35 | 97,47 | 105,59 | 113,72 | 121,84 |
| II | 1 | 170 | 890,85 | 26,73 | 35,63 | 44,54 | 53,45 | 62,36 | 71,27 | 80,18 | 89,09 | 97,99 | 106,90 | 115,81 | 124,72 | 133,63 |
| | 3 | 190 | 995,66 | 29,87 | 39,83 | 49,78 | 59,74 | 69,70 | 79,65 | 89,61 | 99,57 | 109,52 | 119,48 | 129,44 | 139,39 | 149,35 |
| III | 1 | 215 | 1 126,67 | 33,80 | 45,07 | 56,33 | 67,60 | 78,87 | 90,13 | 101,40 | 112,67 | 123,93 | 135,20 | 146,47 | 157,73 | 169,00 |
| | 3 | 240 | 1 257,67 | 37,73 | 50,31 | 62,88 | 75,46 | 88,04 | 100,61 | 113,19 | 125,77 | 138,34 | 150,92 | 163,50 | 176,07 | 188,65 |
| IV | 1 | 255 | 1 336,28 | 40,09 | 53,45 | 66,81 | 80,18 | 93,54 | 106,90 | 120,27 | 133,63 | 146,99 | 160,35 | 173,72 | 187,08 | 200,44 |
| | 2 | 270 | 1 414,88 | 42,45 | 56,60 | 70,74 | 84,89 | 99,04 | 113,19 | 127,34 | 141,49 | 155,64 | 169,79 | 183,93 | 198,08 | 212,23 |
| | 3 | 285 | 1 493,49 | 44,80 | 59,74 | 74,67 | 89,61 | 104,54 | 119,48 | 134,41 | 149,35 | 164,28 | 179,22 | 194,15 | 209,09 | 224,02 |

Agents de maîtrise d'atelier

(En euros.)

| NIV. | ÉCH. | COEF. | SALAIRE MINIMAL hiérarchique | 3 ANS 3 % | 4 ANS 4 % | 5 ANS 5 % | 6 ANS 6 % | 7 ANS 7 % | 8 ANS 8 % | 9 ANS 9 % | 10 ANS 10 % | 11 ANS 11 % | 12 ANS 12 % | 13 ANS 13 % | 14 ANS 14 % | 15 ANS 15 % |
|------|------|-------|---------------------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| III | 1 | 215 | 1 148,13 | 34,44 | 45,93 | 57,41 | 68,89 | 80,37 | 91,85 | 103,33 | 114,81 | 126,29 | 137,78 | 149,26 | 160,74 | 172,22 |
| | 3 | 240 | 1 281,63 | 38,45 | 51,27 | 64,08 | 76,90 | 89,71 | 102,53 | 115,35 | 128,16 | 140,98 | 153,80 | 166,61 | 179,43 | 192,24 |
| IV | 1 | 255 | 1 361,73 | 40,85 | 54,47 | 68,09 | 81,70 | 95,32 | 108,94 | 122,56 | 136,17 | 149,79 | 163,41 | 177,02 | 190,64 | 204,26 |
| | 3 | 285 | 1 521,94 | 45,66 | 60,88 | 76,10 | 91,32 | 106,54 | 121,76 | 136,97 | 152,19 | 167,41 | 182,63 | 197,85 | 213,07 | 228,29 |

| NIV. | ÉCH. | COEF. | SALAIRE MINIMAL hiérarchique | 3 ANS 3 % | 4 ANS 4 % | 5 ANS 5 % | 6 ANS 6 % | 7 ANS 7 % | 8 ANS 8 % | 9 ANS 9 % | 10 ANS 10 % | 11 ANS 11 % | 12 ANS 12 % | 13 ANS 13 % | 14 ANS 14 % | 15 ANS 15 % |
|------|------|-------|---------------------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| V | 1 | 305 | 1 628,74 | 48,86 | 65,15 | 81,44 | 97,72 | 114,01 | 130,30 | 146,59 | 162,87 | 179,16 | 195,45 | 211,74 | 228,02 | 244,31 |
| | 2 | 335 | 1 788,94 | 53,67 | 71,56 | 89,45 | 107,34 | 125,23 | 143,12 | 161,00 | 178,89 | 196,78 | 214,67 | 232,56 | 250,45 | 268,34 |
| | 3 | 365 | 1 949,15 | 58,47 | 77,97 | 97,46 | 116,95 | 136,44 | 155,93 | 175,42 | 194,92 | 214,41 | 233,90 | 253,39 | 272,88 | 292,37 |
| | 3 | 395 | 2 109,35 | 63,28 | 84,37 | 105,47 | 126,56 | 147,65 | 168,75 | 189,84 | 210,94 | 232,03 | 253,12 | 274,22 | 295,31 | 316,40 |

Brochure n° 3052

Convention collective nationale
IDCC : 1996. – PHARMACIE D'OFFICINE

AVENANT DU 16 JANVIER 2014
RELATIF AU RÉGIME DE PRÉVOYANCE ET AUX FRAIS DE SOINS DE SANTÉ

NOR : ASET1450541M

IDCC : 1996

EXPOSÉ

Vu la convention collective nationale de la pharmacie d'officine du 3 décembre 1997 étendue par arrêté du 13 août 1998, notamment son annexe IV relative aux régimes décès, incapacité de travail, invalidité, maternité-paternité et aux régimes frais de soins de santé des salariés de la pharmacie d'officine ;

Soucieuses d'assurer la mise à jour des dispositions des régimes décès, incapacité de travail, invalidité, maternité-paternité et des régimes frais de soins de santé des salariés de la pharmacie d'officine, les parties signataires sont convenues, dans le cadre du présent avenant, des points suivants.

ACCORD

Article 1^{er}

A l'article 9 « Contrat de prévoyance » des dispositions particulières applicables aux cadres de la convention collective nationale susvisée, le 2 est remplacé par les dispositions suivantes :

« 2. Les taux et la répartition des cotisations afférentes à ce régime sont précisés en annexe à la présente convention. »

Article 2

L'annexe IV.1 « Régime décès, incapacité de travail, invalidité, maternité-paternité et régime frais de soins de santé du personnel non cadre de la pharmacie d'officine » de la convention collective nationale susvisée est ainsi modifiée :

I. – Le 1 « Régime décès, incapacité de travail, invalidité, maternité-paternité » est modifié comme suit :

1. Au 2 « Traitement de base servant à la détermination des prestations dues en cas d'incapacité totale temporaire de travail, d'invalidité, de congé de maternité ou de paternité » de l'article 2, les mots : « au cours du dernier mois de pleine activité, à l'exclusion des éléments variables du salaire (gratifications, mois double...) » sont remplacés par les mots : « au cours des 12 derniers mois civils de pleine activité, y compris les éléments variables du salaire (gratifications, mois double...) ».

2. Au B « Montant » de l'article 5, au 2 du B « Montant » de l'article 6, au B « Montant » de l'article 8, et au B « Montant » de l'article 8 *bis*, les mots : « à l'exclusion des éléments variables

du salaire (gratification, mois double...). » sont remplacés par les mots : « y compris les éléments variables du salaire (gratifications, mois double...). »

3. Le dernier alinéa de l'article 7.2 « Clause de revalorisation » est complété par une phrase ainsi rédigée : « La première revalorisation s'applique, au plus tôt, 6 mois jour pour jour après l'arrêt de travail. »

II. – Le 2 « Régime frais de soins de santé » est ainsi modifié :

1. Le premier alinéa du A « Définition » de l'article 9 est remplacé par les dispositions suivantes : « Pour la maladie, la chirurgie et la pharmacie, la garantie a pour objet le versement de prestations pour frais énumérés dans les nomenclatures de la sécurité sociale. Les actes hors nomenclature dans le cadre de la NGAP (nomenclature générale des actes professionnels) ou non remboursables dans le cadre de la CCAM (classification commune des actes médicaux) ne sont pas pris en charge, sauf exceptions prévues dans le tableau figurant au présent article. »

2. Au B « Etendue de la garantie » de l'article 9, le tableau ainsi que les alinéas qui lui font suite sont ainsi rédigés :

| NATURE DES FRAIS | MONTANT DES PRESTATIONS |
|---|---|
| Honoraires médicaux (consultations, visites) : – médecins généralistes – médecins spécialistes | 30 % de la base de remboursement de la sécurité sociale 40 % de la base de remboursement de la sécurité sociale |
| Médicaments | 100 % de la base de remboursement de la sécurité sociale ⁽¹⁾ |
| Frais relevant de la LPPR (liste des produits et prestations remboursables) : – orthopédie, appareillage, prothèses non dentaires, petit matériel | 130 % de la base de remboursement de la sécurité sociale ⁽¹⁾ |
| Honoraires chirurgicaux : – actes de chirurgie, d'anesthésie, d'obstétrique, actes techniques médicaux | 200 % de la base de remboursement de la sécurité sociale ⁽¹⁾ |
| Hospitalisation : – frais de séjour – chambre particulière, y compris en cas d'accouchement – forfait hospitalier – participation forfaitaire de 18 € (actes lourds) | 100 % du ticket modérateur ⁽²⁾ 75 € Prise en charge intégrale ⁽³⁾ Prise en charge intégrale |
| Frais d'analyses médicales | 40 % de la base de remboursement de la sécurité sociale |
| Frais d'auxiliaires médicaux | 40 % de la base de remboursement de la sécurité sociale |
| Radiologie | 30 % de la base de remboursement de la sécurité sociale |
| Echographie | 40 % de la base de remboursement de la sécurité sociale |
| Dentaire : – soins dentaires – prothèses dentaires remboursées ou non remboursées par la sécurité sociale – traitements orthodontiques remboursés ou non remboursés par la sécurité sociale – implants dentaires | 30 % de la base de remboursement de la sécurité sociale 255 % de la base de remboursement de la sécurité sociale 166 % de la base de remboursement de la sécurité sociale 400 € pour l'ensemble (implant et pilier implantaire) dans la limite de deux implants par an et par bénéficiaire |

| NATURE DES FRAIS | MONTANT DES PRESTATIONS |
|--|---|
| Optique : – par verre remboursé par la sécurité sociale – par monture remboursée par la sécurité sociale – lentilles correctrices remboursées ou non remboursées par la sécurité sociale, jetables ou non jetables | 80 € 56 € 126 € (par an et par bénéficiaire) |
| Prothèses auditives | 400 € (forfait annuel par oreille appareillée) |
| Cures thermales (remboursées par la sécurité sociale) : – par jour | 6 % du plafond mensuel de la sécurité sociale ⁽⁴⁾ |
| Prime de maternité ou d'adoption | 210 € par enfant (en cas de naissances ou d'adoptions multiples, versement pour chaque enfant), sur production d'un acte de naissance du nouveau-né ou d'une photocopie du jugement d'adoption. Cette prime est versée aux deux conjoints ou partenaires liés par un Pacs, si tous deux travaillent dans la même entreprise |
| Autres : – frais de transport – indemnités de déplacement : – infirmiers – médecins | 35 % de la base de remboursement de la sécurité sociale 26 % de la base de remboursement de la sécurité sociale 26 % de la base de remboursement de la sécurité sociale |
| Les prestations figurant dans ce tableau sont versées par le régime dans la limite des frais réellement exposés par l'assuré. (1) Ces prestations sont versées sous déduction des prestations versées par la sécurité sociale. (2) Ticket modérateur = différence entre la base de remboursement de la sécurité sociale et le remboursement qu'elle effectue. (3) Soit à titre indicatif = 18 € au 1 ^{er} janvier 2014 et 13,50 € en cas d'hospitalisation en milieu psychiatrique. (4) Soit à titre indicatif = 18,77 € au 1 ^{er} janvier 2014. | |

La participation forfaitaire (“forfait 1 €”) et la franchise mentionnées à l'article L. 322-2 du code de la sécurité sociale ainsi que les dépassements d'honoraires et majorations à la charge de l'assuré consécutifs à des frais engagés “hors parcours de soins” ne sont pas garantis par le régime.

Il est précisé que :

- dans certains cas, les frais de soins orthodontiques et de prothèses dentaires refusés par la sécurité sociale peuvent donner lieu à remboursement sur présentation impérative du refus notifié par cet organisme, dans les conditions suivantes :
 - sont d'abord calculées les prestations qui auraient été versées par la sécurité sociale si elle les avait prises en charge, celles-ci ne faisant en aucun cas l'objet d'un règlement ;
 - est ensuite déterminé et réglé le montant des indemnités prévues dans le tableau ci-dessus ;
- la prime de maternité exclut tous les frais afférents à l'accouchement par voie naturelle (frais médicaux, chirurgicaux, frais de séjour...). Les suppléments pour chambre particulière sont pris en charge dans la limite du montant précisé dans le tableau des prestations, quel que soit le mode d'accouchement ;
- en cas d'adoption d'un ou plusieurs enfants par l'assuré, l'indemnité forfaitaire ne peut être réglée que si le (ou les) enfant(s) est (sont) âgé(s) de moins de 12 ans le jour de l'adoption ;
- les prestations “cures thermales” sont calculées en pourcentage du plafond de la sécurité sociale en vigueur au 1^{er} janvier précédant la date des frais engagés ;
- le versement de l'indemnité afférente à la cure thermique exclut tous les autres remboursements relatifs à celle-ci (frais de l'établissement de cure, contrôle médical, frais de transport et d'hébergement). »

3. Au *a* du 2 de l'article 9.1, les mots : « dans les 6 mois qui suivent la rupture de leur contrat de travail » sont remplacés par les mots : « dans les 6 mois qui suivent le terme du délai fixé au *a* du 1 du présent article (12 mois maximum à compter de la rupture du contrat de travail) ».

4. Au *g* du 2 et au 4 de l'article 9.1, les mots : « des dispositions de l'article 14 de l'accord national interprofessionnel étendu du 11 janvier 2008 sur la modernisation du marché du travail (portabilité) » ainsi qu'au 3 de ce même article les mots : « des dispositions de l'article 14 de l'accord national interprofessionnel étendu du 11 janvier 2008 sur la modernisation du marché du travail » sont remplacés par les mots : « des dispositions de l'article L. 911-8 du code de la sécurité sociale (portabilité) ».

III. – Le 3 « Cotisations » est ainsi modifié :

1. Au A « Assiette des cotisations » de l'article 10, les mots : « y compris les éléments variables, » sont remplacés par les mots : « y compris les éléments variables (gratifications, mois double...), ».

2. Au 2 « Anciens participants bénéficiant d'un maintien de garanties » du C « Taux de cotisations » de l'article 10, les *a* et *b* sont remplacés par les dispositions suivantes :

« *a*) Peuvent bénéficier, selon les modalités fixées au 2 de l'article 9.1, du maintien de la garantie frais de soins de santé moyennant le versement d'une cotisation dont le montant est déterminé chaque année par la commission paritaire nationale de la pharmacie d'officine, sur proposition du comité de gestion, dans les conditions fixées par le décret n° 90-769 du 30 août 1990 :

- les chômeurs de plus de 6 mois licenciés depuis le 1^{er} janvier 1994 ;
- les bénéficiaires d'un contrat de solidarité ;
- les retraités, les préretraités FNE, les bénéficiaires d'un contrat ARPE, les anciens déportés ;
- les ayants droit de l'assuré décédé ;
- les bénéficiaires d'un contrat de sécurisation professionnelle ;
- les bénéficiaires d'indemnités journalières par suite de maladie, d'une rente d'incapacité au titre d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle ou d'invalidité, versées par la sécurité sociale lors du licenciement et qui ne peuvent plus prétendre au maintien de la garantie à titre gratuit défini à l'article 9.1, 1, *b* ;
- les anciens salariés à l'issue de la période de maintien de garantie en application des dispositions de l'article L. 911-8 du code de la sécurité sociale (portabilité).

Le montant de la cotisation annuelle est fixé, pour l'exercice 2014, à :

- 1 020 € par adulte ;
- 240 € par enfant à charge.

Toutefois, il est précisé que les bénéficiaires d'un contrat de solidarité et les retraités ayant 10 ans d'activité salariée en pharmacie d'officine, validés par KLESIA Retraite Arrco, dont les revenus sont inférieurs à :

- 19 € par jour et par personne (pour un couple) ;
- 22 € par jour pour un célibataire, veuf ou divorcé,

sont exonérés de la cotisation.

b) Les bénéficiaires d'un congé parental d'éducation ou d'un congé sabbatique peuvent bénéficier du maintien des garanties "frais de soins de santé" et "décès" moyennant le versement d'une cotisation dès lors qu'ils en font la demande écrite au plus tard dans les 30 jours qui suivent la suspension du contrat de travail.

Le montant de la cotisation annuelle est fixé, pour l'exercice 2014, à 1 380 €. »

IV. – Le 4 « Financement de la portabilité des garanties des régimes décès, incapacité de travail, invalidité, maternité-paternité et frais de soins de santé » est remplacé par les dispositions suivantes :

« 4. Financement et mise en œuvre de la portabilité des garanties des régimes décès, incapacité de travail, invalidité, maternité-paternité et frais de soins de santé

Le financement des prestations dues au titre du maintien, en application des dispositions de l'article L. 911-8 du code de la sécurité sociale, des garanties décès, incapacité de travail, invalidité, maternité-paternité et frais de soins de santé, est mis en œuvre, sans supplément de cotisation, par les régimes décès, incapacité de travail, invalidité, maternité-paternité et frais de soins de santé du personnel non cadre de la pharmacie d'officine, y compris en cas d'acceptation, par le bénéficiaire des prestations, d'un contrat de sécurisation professionnelle.

L'employeur mentionne le maintien de ces garanties dans le certificat de travail et informe l'organisme assureur de la cessation du contrat de travail.

L'ancien salarié justifie auprès de l'organisme assureur, à l'ouverture et au cours de la période de maintien des garanties, des conditions prévues à l'article L. 911-8 du code de la sécurité sociale. »

Article 3

L'annexe IV.2 « Régime décès, incapacité de travail, invalidité et régime frais de soins de santé du personnel cadre et assimilé de la pharmacie d'officine » de la convention collective nationale susvisée est ainsi modifiée :

I. – Le I « Assurés » est modifié comme suit :

Les mots : « des dispositions de l'article 14 de l'accord national interprofessionnel étendu du 11 janvier 2008 sur la modernisation du marché du travail. » sont remplacés par les mots : « des dispositions de l'article L. 911-8 du code de la sécurité sociale (portabilité). »

II. – Le II « Cotisations » est ainsi modifié :

Les A « Taux de cotisation du régime professionnel obligatoire (RPO) » et B « Taux de cotisation du régime supplémentaire facultatif (RSF) » sont remplacés par les dispositions suivantes :

« A. – Taux de cotisation du régime professionnel obligatoire (RPO)

1. Pharmacies situées hors Alsace-Moselle

(En pourcentage.)

| RISQUE | DÉCÈS, INCAPACITÉ, invalidité | FRAIS DE SOINS DE SANTÉ | |
|--------------|--|--|---|
| Assiette | Salaire total dans la limite de TA + TB | Salaire total dans la limite de TA + TB | Plafond mensuel de la sécurité sociale |
| Employeur | 1,26 | 0,63 | 0,50 |
| Salarié | 0,14 | 0,15 | 0,50 |
| Total | 1,40 | 0,78 | 1,00 |

2. Pharmacies situées en Alsace-Moselle

(En pourcentage.)

| RISQUE | DÉCÈS, INCAPACITÉ, invalidité | FRAIS DE SOINS DE SANTÉ | |
|-----------|--|--|---|
| Assiette | Salaire total dans la limite de TA + TB | Salaire total dans la limite de TA + TB | Plafond mensuel de la sécurité sociale |
| Employeur | 1,26 | 0,52 | 0,35 |

| RISQUE | DÉCÈS, INCAPACITÉ, invalidité | FRAIS DE SOINS DE SANTÉ | |
|--------------|----------------------------------|-------------------------|-------------|
| Salarié | 0,14 | 0,03 | 0,35 |
| Total | 1,40 | 0,55 | 0,70 |

3. Salariés multi-employeurs

(En pourcentage.)

| RISQUE | DÉCÈS, INCAPACITÉ, invalidité | FRAIS DE SOINS de santé |
|--------------|--|--|
| Assiette | Salaire total dans la limite de TA + TB | Salaire total dans la limite de TA + TB |
| Employeur | 1,26 | 0,99 |
| Salarié | 0,14 | 0,51 |
| Total | 1,40 | 1,50 |

B. – Taux de cotisation du régime supplémentaire facultatif (RSF)

1. Pharmacies situées hors Alsace-Moselle

(En pourcentage.)

| RISQUE | DÉCÈS, INCAPACITÉ, invalidité | FRAIS DE SOINS DE SANTÉ | |
|--------------|--|--|---|
| Assiette | Salaire total dans la limite de TA + TB | Salaire total dans la limite de TA + TB | Plafond mensuel de la sécurité sociale |
| Employeur | 1,68 | 0,44 | 0,65 |
| Salarié | 0,18 | 0,34 | 0,65 |
| Total | 1,86 | 0,78 | 1,30 |

2. Pharmacies situées en Alsace-Moselle

(En pourcentage.)

| RISQUE | DÉCÈS, INCAPACITÉ, invalidité | FRAIS DE SOINS DE SANTÉ | |
|--------------|--|--|---|
| Assiette | Salaire total dans la limite de TA + TB | Salaire total dans la limite de TA + TB | Plafond mensuel de la sécurité sociale |
| Employeur | 1,68 | 0,33 | 0,46 |
| Salarié | 0,18 | 0,22 | 0,46 |
| Total | 1,86 | 0,55 | 0,92 |

3. Salariés multi-employeurs

(En pourcentage.)

| RISQUE | DÉCÈS, INCAPACITÉ, invalidité | FRAIS DE SOINS de santé |
|----------|--|--|
| Assiette | Salaire total dans la limite de TA + TB | Salaire total dans la limite de TA + TB |

| RISQUE | DÉCÈS, INCAPACITÉ, invalidité | FRAIS DE SOINS de santé |
|--------------|----------------------------------|----------------------------|
| Employeur | 1,68 | 1,02 |
| Salarié | 0,18 | 0,92 |
| Total | 1,86 | 1,94 |

III. – Le III « Maladie. – Chirurgie. – Maternité (prestations en nature) » est ainsi modifié :

1. Au C « Maintien des garanties gratuitement pendant 6 mois à compter de la rupture du contrat de travail », les mots « d'une convention de reclassement personnalisé. » sont remplacés par les mots « d'un contrat de sécurisation professionnelle. » et les mots « aux dispositions de l'article 14 de l'accord national interprofessionnel étendu du 11 janvier 2008 sur la modernisation du marché du travail, » sont remplacés par les mots « aux dispositions de l'article L. 911-8 du code de la sécurité sociale (portabilité), ».

2. Les D « Régime professionnel obligatoire. – Montant des remboursements » et E « Régime supplémentaire facultatif. – Montant des remboursements » sont remplacés par les dispositions suivantes :

« D. – Régime professionnel obligatoire (RPO). – Montant des remboursements

Les remboursements au titre du régime professionnel obligatoire sont effectués sur la base des frais réellement exposés par l'assuré et sont limités à des plafonds ci-après définis :

| RPO | | |
|----------------------|---|---|
| Nature des garanties | | Limite de remboursement |
| Hospitalisation | Frais de séjour en établissement de santé, sanatorium, préventorium ou aérium | 92 € par jour d'hospitalisation en plus du remboursement de la sécurité sociale |
| | Hospitalisation en établissement public de santé | Remboursement à 100 % du ticket modérateur lorsque la facturation est globale par journée et pour l'ensemble des actes et soins |
| | Frais et honoraires chirurgicaux (actes de chirurgie, d'anesthésie, d'obstétrique, actes techniques médicaux) | 255 % de la base de remboursement de la sécurité sociale |
| | Chambre particulière, y compris en cas d'accouchement | 75 € par jour d'hospitalisation |
| | Forfait journalier hospitalier | Prise en charge intégrale (y compris psychiatrie) |
| | Participation forfaitaire de 18 € (actes lourds) | Prise en charge intégrale |
| | Transport du malade | 100 % de la base de remboursement de la sécurité sociale sous déduction des prestations versées par la sécurité sociale |

| RPO | | | |
|---|--|---|--|
| Nature des garanties | | Limite de remboursement | |
| Frais d'honoraires médicaux Soins courants | Consultation ou visite de généraliste | 115 % de la base de remboursement de la sécurité sociale sous déduction des prestations versées par la sécurité sociale | |
| | Consultation de spécialiste | 144 % de la base de remboursement de la sécurité sociale sous déduction des prestations versées par la sécurité sociale | |
| | Visite de spécialiste | 161 % de la base de remboursement de la sécurité sociale sous déduction des prestations versées par la sécurité sociale | |
| | Consultation de psychiatre ou de neuropsychiatre | 114 % de la base de remboursement de la sécurité sociale sous déduction des prestations versées par la sécurité sociale | |
| | Visite de psychiatre ou de neuropsychiatre | 195 % de la base de remboursement de la sécurité sociale sous déduction des prestations versées par la sécurité sociale | |
| | Consultation de cardiologue | 175 % de la base de remboursement de la sécurité sociale en complément des prestations versées par la sécurité sociale | |
| | Analyses médicales | 100 % de la base de remboursement de la sécurité sociale sous déduction des prestations versées par la sécurité sociale | |
| | Indemnité de déplacement | 100 % de la base de remboursement de la sécurité sociale sous déduction des prestations versées par la sécurité sociale | |
| | | Secteur conventionné | Secteur non conventionné |
| | Auxiliaires médicaux | 100 % de la base de remboursement de la sécurité sociale sous déduction des prestations versées par la sécurité sociale | 330 % des prestations versées par la sécurité sociale |
| | Radiologie | 100 % de la base de remboursement de la sécurité sociale sous déduction des prestations versées par la sécurité sociale | 330 % des prestations versées par la sécurité sociale |
| | Echographie | 255 % de la base de remboursement de la sécurité sociale | 1 594 % de la base de remboursement de la sécurité sociale |
| Pharmacie | Frais pharmaceutiques | 100 % des frais réels sous déduction des prestations versées par la sécurité sociale | |
| Frais dentaires | | Secteur conventionné | Secteur non conventionné |
| | Soins dentaires | 100 % de la base de remboursement de la sécurité sociale sous déduction des prestations versées par la sécurité sociale | 330 % des prestations versées par la sécurité sociale |

| RPO | | |
|---|---|---|
| Nature des garanties | | Limite de remboursement |
| | Prothèses dentaires prises en charge par la sécurité sociale | 7 € par lettre clé SPR sous déduction des prestations versées par la sécurité sociale |
| | Orthodontie acceptée par la sécurité sociale | 7 € par lettre clé TO sous déduction des prestations versées par la sécurité sociale |
| | Implantologie (actes hors nomenclature) | 400 € pour l'ensemble (implant et pilier implantaire) dans la limite de 2 implants par an et par bénéficiaire |
| | Parodontie (actes hors nomenclature) | 200 € par an et par bénéficiaire |
| Frais d'optique | Verres | 80 € par verre sous déduction des prestations versées par la sécurité sociale |
| | Monture | 70 € sous déduction des prestations versées par la sécurité sociale |
| | Lentilles prises en charge par la sécurité sociale (y compris jetables) | 100 € par an et par bénéficiaire |
| | Lentilles non prises en charge par la sécurité sociale (y compris jetables) | 138 € par an et par bénéficiaire |
| Prothèses médicales | Orthopédie, prothèses médicales | 130 % de la base de remboursement de la sécurité sociale |
| | Prothèses auditives | 400 € par an et par oreille appareillée |
| Actes de prévention | | La totalité des actes de prévention figurant dans la liste mentionnée à l'article R. 871-2, II, du code de la sécurité sociale sont pris en charge au titre des postes de dépense dont ils relèvent et au minimum à 100 % du ticket modérateur, dans les conditions et indications fixées par l'arrêté pris pour l'application de cet article |
| Cure thermale prise en charge par la sécurité sociale | | 3,66 € par jour |
| Natalité | Prime de maternité ou d'adoption | 250 € par enfant (en cas de naissances ou d'adoptions multiples, versement pour chaque enfant), sur production d'un acte de naissance du nouveau-né ou d'une photocopie du jugement d'adoption. Cette prime est versée aux deux conjoints ou partenaires liés par un Pacte, si tous deux travaillent dans la même entreprise |

La participation forfaitaire ("forfait 1 €") et la franchise mentionnées à l'article L. 322-2 du code de la sécurité sociale ainsi que les dépassements d'honoraires et majorations à la charge de l'assuré consécutifs à des frais engagés "hors parcours de soins" ne sont pas garantis par le régime.

La prime de maternité exclut tous les frais afférents à l'accouchement par voie naturelle (frais médicaux, chirurgicaux, frais de séjour...). Les suppléments pour chambre particulière sont pris en charge dans la limite du montant précisé dans le tableau des prestations, quel que soit le mode d'accouchement.

E. – Régime supplémentaire facultatif (RSF). – Montant des remboursements

Les remboursements au titre du régime supplémentaire facultatif sont effectués sur la base des frais réellement exposés par l'assuré et sont limités à des plafonds ci-après définis.

| RSF | | |
|---|---|---|
| Nature des garanties | | Limite de remboursement |
| Hospitalisation | Frais de séjour en établissement de santé, sanatorium, préventorium ou aérarium | 92 € par jour d'hospitalisation en plus du remboursement de la sécurité sociale |
| | Hospitalisation en établissement public de santé | Remboursement à 100 % du ticket modérateur lorsque la facturation est globale par journée et pour l'ensemble des actes et soins |
| | Frais et honoraires chirurgicaux (actes de chirurgie, d'anesthésie, d'obstétrique, actes techniques médicaux) | 279 % de la base de remboursement de la sécurité sociale |
| | Chambre particulière, y compris en cas d'accouchement | 75 € par jour d'hospitalisation |
| | Forfait journalier hospitalier | Prise en charge intégrale (y compris psychiatrie) |
| | Participation forfaitaire de 18 € (actes lourds) | Prise en charge intégrale |
| | Transport du malade | 100 % de la base de remboursement de la sécurité sociale sous déduction des prestations versées par la sécurité sociale |
| Frais d'honoraires médicaux Soins courants | Consultation ou visite de généraliste | 115 % de la base de remboursement de la sécurité sociale sous déduction des prestations versées par la sécurité sociale |
| | Consultation de spécialiste | 157 % de la base de remboursement de la sécurité sociale sous déduction des prestations versées par la sécurité sociale |
| | Visite de spécialiste | 175 % de la base de remboursement de la sécurité sociale sous déduction des prestations versées par la sécurité sociale |
| | Consultation de psychiatre ou de neuropsychiatre | 123 % de la base de remboursement de la sécurité sociale sous déduction des prestations versées par la sécurité sociale |
| | Visite de psychiatre ou de neuropsychiatre | 215 % de la base de remboursement de la sécurité sociale sous déduction des prestations versées par la sécurité sociale |
| | Consultation de cardiologue | 175 % de la base de remboursement de la sécurité sociale en complément des prestations versées par la sécurité sociale |
| | Analyses médicales | 100 % de la base de remboursement de la sécurité sociale sous déduction des prestations versées par la sécurité sociale |
| | Indemnité de déplacement | 100 % de la base de remboursement de la sécurité sociale sous déduction des prestations versées par la sécurité sociale |

| RSF | | | |
|----------------------|---|---|--|
| Nature des garanties | | Limite de remboursement | |
| | | Secteur conventionné | Secteur non conventionné |
| | Auxiliaires médicaux | 100 % de la base de remboursement de la sécurité sociale sous déduction des prestations versées par la sécurité sociale | 330 % des prestations versées par la sécurité sociale |
| | Radiologie | 100 % de la base de remboursement de la sécurité sociale sous déduction des prestations versées par la sécurité sociale | 330 % des prestations versées par la sécurité sociale |
| | Echographie | 279 % de la base de remboursement de la sécurité sociale | 1 738 % de la base de remboursement de la sécurité sociale |
| | | | |
| Pharmacie | Frais pharmaceutiques | 100 % des frais réels sous déduction des prestations versées par la sécurité sociale | |
| Frais dentaires | | Secteur conventionné | Secteur non conventionné |
| | Soins dentaires | 100 % de la base de remboursement de la sécurité sociale sous déduction des prestations versées par la sécurité sociale | 420 % des prestations versées par la sécurité sociale |
| | Prothèses dentaires prises en charge par la sécurité sociale | 8 € par lettre clé SPR sous déduction des prestations versées par la sécurité sociale | |
| | Orthodontie acceptée par la sécurité sociale | 8 € par lettre clé TO sous déduction des prestations versées par la sécurité sociale | |
| | Implantologie (actes hors nomenclature) | 450 € pour l'ensemble (implant et pilier implantaire) dans la limite de deux implants par an et par bénéficiaire | |
| | Parodontie (actes hors nomenclature) | 250 € par an et par bénéficiaire | |
| Frais d'optique | Verres | 95 € par verre sous déduction des prestations versées par la sécurité sociale | |
| | Monture | 80 € sous déduction des prestations versées par la sécurité sociale | |
| | Lentilles prises en charge par la sécurité sociale (y compris jetables) | 110 € par an et par bénéficiaire | |
| | Lentilles non prises en charge par la sécurité sociale (y compris jetables) | 141 € par an et par bénéficiaire | |
| Prothèses médicales | Orthopédie, prothèses médicales | 149,50 % de la base de remboursement de la sécurité sociale | |
| | Prothèses auditives | 500 € par an et par oreille appareillée | |

| RSF | | |
|---|----------------------------------|---|
| Nature des garanties | | Limite de remboursement |
| Actes de prévention | | La totalité des actes de prévention figurant dans la liste mentionnée à l'article R. 871-2, II, du code de la sécurité sociale sont pris en charge au titre des postes de dépense dont ils relèvent et au minimum à 100 % du ticket modérateur, dans les conditions et indications fixées par l'arrêté pris pour l'application de cet article |
| Cure thermale prise en charge par la sécurité sociale | | 3,66 € par jour |
| Natalité | Prime de maternité ou d'adoption | 250 € par enfant (en cas de naissances ou d'adoptions multiples, versement pour chaque enfant), sur production d'un acte de naissance du nouveau-né ou d'une photocopie du jugement d'adoption. Cette prime est versée aux deux conjoints ou partenaires liés par un Pacs, si tous deux travaillent dans la même entreprise |

La participation forfaitaire ("forfait 1 €") et la franchise mentionnées à l'article L. 322-2 du code de la sécurité sociale ainsi que les dépassements d'honoraires et majorations à la charge de l'assuré consécutifs à des frais engagés "hors parcours de soins" ne sont pas garantis par le régime.

La prime de maternité exclut tous les frais afférents à l'accouchement par voie naturelle (frais médicaux, chirurgicaux, frais de séjour...). Les suppléments pour chambre particulière sont pris en charge dans la limite du montant précisé dans le tableau des prestations, quel que soit le mode d'accouchement. »

IV. – Le IV « Arrêts de travail (prestations en espèces) » est ainsi modifié :

1. Le A « Incapacité temporaire » est modifié comme suit :

Le treizième alinéa, aux termes duquel : « L'arrêt de travail doit être porté à la connaissance de l'assureur par l'employeur au plus tard dans les 3 mois qui suivent l'expiration des délais de franchise précisés ci-avant. L'arrêt de travail sera considéré comme s'étant produit au jour de la déclaration si celle-ci intervient passé ce délai. », est supprimé.

Il est inséré un avant-dernier alinéa ainsi rédigé : « En cas d'arrêt de travail pour incapacité temporaire ayant débuté avant le départ du cadre ou de l'assimilé cadre de l'entreprise, le versement des prestations se poursuit au-delà de la date de rupture du contrat de travail tant que dure l'arrêt de travail indemnisé par la sécurité sociale. Il en va de même en cas de classement en invalidité d'un cadre ou assimilé cadre qui se trouvait en incapacité de travail à la date de la rupture de son contrat de travail. »

2. Le B « Invalidité permanente » est remplacé par les dispositions suivantes :

« B. – Invalidité permanente

Les invalides sont classés par la sécurité sociale comme suit :

- 1^{re} catégorie : invalides capables d'exercer une activité rémunérée ;
- 2^e catégorie : invalides absolument incapables d'exercer une profession quelconque ;
- 3^e catégorie : invalides qui, étant absolument incapables d'exercer une profession, sont, en outre, dans l'obligation d'avoir recours à l'assistance d'une tierce personne pour effectuer les actes ordinaires de la vie.

L'invalidité permanente classée par la sécurité sociale en 2^e ou 3^e catégorie donne droit au versement d'une rente dont le montant, sous déduction de la pension d'invalidité versée par la sécurité sociale (hors majoration pour tierce personne), est égal à : 90 % de TA + 90 % de TB.

La rente du régime cesse d'être due au plus tard :

- lorsque la pension d'invalidité de la sécurité sociale cesse d'être versée ;
- lorsque la rente de la sécurité sociale due au titre d'une maladie professionnelle ou d'un accident du travail et qui donne droit à une rente complémentaire au titre du présent régime cesse d'être versée ;
- lors de la liquidation de la pension de vieillesse par la sécurité sociale ou de la pension pour inaptitude au travail ;
- en cas de décès.

En cas d'arrêt de travail pour invalidité ayant débuté avant le départ du cadre ou de l'assimilé cadre de l'entreprise, le versement des prestations se poursuit au-delà de la date de rupture du contrat de travail tant que dure l'arrêt de travail indemnisé par la sécurité sociale.

L'invalidité permanente classée par la sécurité sociale dans la 1^{re} catégorie donne droit au versement d'une rente calculée comme celle de la 2^e ou de la 3^e catégorie, le montant ainsi déterminé étant réduit de 25 %.

Les invalidités résultant d'accident du travail ou de maladie professionnelle peuvent donner droit à une rente du régime, complémentaire à celle de la sécurité sociale, dont le montant est variable en fonction du taux de rente appliqué au salaire reconstitué retenu par la sécurité sociale en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle.

Le versement des rentes invalidité, lorsqu'il n'y a pas de rupture du contrat de travail, s'effectue par l'intermédiaire de l'employeur. Dans les autres cas, le versement des rentes invalidité prévues au présent régime est effectué directement au bénéficiaire.

La rente invalidité versée au titre du présent régime vient compléter :

- la pension d'invalidité versée par la sécurité sociale ;
- le salaire perçu au titre d'une activité à temps partiel, le cas échéant ;
- le montant des allocations versées par Pôle emploi dans le cas d'une invalidité permettant d'exercer une activité rémunérée, le cas échéant ;
- et, s'il y a lieu, les indemnités journalières versées au titre de la garantie incapacité temporaire de travail prévue au régime pour le salarié cadre ou assimilé cadre classé en 1^{re} catégorie.

En aucun cas, le montant total des sommes versées, quelle qu'en soit la nature, au salarié en invalidité soit par l'employeur ou par son intermédiaire, après précompte des cotisations dues, soit directement à l'intéressé après rupture du contrat de travail, ne peut être supérieur à 100 % du traitement de référence ayant servi de base au calcul des indemnités ou rentes servies. Le dépassement réduit d'autant la prestation garantie.

L'excédent éventuel de rente versée par le régime doit être reversé à ce dernier. L'assureur fait toute diligence pour récupérer ces sommes. »

3. Au D « Revalorisation des prestations en cours et traitement de référence », le quatrième alinéa est remplacé par les dispositions suivantes :

« En cas de décès du participant mettant en œuvre la garantie temporaire relative au décès du conjoint survivant, le traitement de référence servant de base au calcul du capital garanti est revalorisable dans les mêmes conditions, la première revalorisation s'appliquant, au plus tôt, 6 mois après la date du décès du participant. »

4. Après le D « Revalorisation des prestations en cours et traitement de référence », il est inséré un E ainsi rédigé :

« E. – Dispositions diverses

En cas de dénonciation de l'accord collectif ayant institué le présent régime, les conventions d'assurance souscrites auprès de l'organisme assureur du régime sont résiliées au terme de la période

légale de survie de l'accord collectif. Les rentes et indemnités journalières en cours de service sont alors maintenues au niveau qu'elles avaient atteint à cette date (majorées des revalorisations successivement acquises) et se poursuivent jusqu'au terme prévu pour chaque prestation, aucune revalorisation complémentaire n'étant attribuée postérieurement.

En cas de non-paiement des cotisations par une entreprise, et indépendamment des actions en recouvrement des cotisations dues qu'il peut engager dans ce cas, l'organisme assureur est tenu de poursuivre le versement des rentes et indemnités journalières en cours de service et d'assumer, dans ce cas, la charge des revalorisations futures, sous réserve de l'application des dispositions de l'alinéa précédent.

Exception faite du maintien de la couverture de frais de soins de santé à titre gratuit pendant une durée maximum de 6 mois et du maintien de cette couverture en vertu de l'article L. 911-8 du code de la sécurité sociale (portabilité), ne bénéficient plus de la couverture du régime obligatoire frais de soins de santé des salariés cadres et assimilés de la pharmacie d'officine :

- les personnes classées en invalidité de 1^{re} catégorie dont le contrat de travail a été rompu ;
- les personnes classées en invalidité de 2^e catégorie dont le contrat de travail a été rompu ou celles classées en invalidité de 3^e catégorie ;
- les salariés cadres ou assimilés cadres en arrêt de travail et percevant des indemnités quotidiennes de travail de la sécurité sociale avec rupture du contrat de travail durant cette période.

Au terme de la période de gratuité de 6 mois ou du maintien de la couverture de frais de soins de santé en vertu de l'article L. 911-8 du code de la sécurité sociale (portabilité), les personnes mentionnées à l'alinéa précédent peuvent adhérer à titre individuel au contrat de frais de soins de santé qui est proposé aux anciens salariés. La cotisation afférente à ce contrat est intégralement à leur charge. »

V. – Le V « Décès » est ainsi modifié :

1. Au E « Frais d'obsèques », le premier alinéa est remplacé par les dispositions suivantes :

« Le décès d'un assuré, de son conjoint, d'un enfant à charge ou d'un ascendant à charge ouvre droit au versement d'une allocation dont le montant est plafonné à 750 €. »

2. Le F « Maintien gratuit de la garantie décès de l'assuré » est remplacé par les dispositions suivantes :

« F. – Maintien gratuit de la garantie décès de l'assuré

Bénéficient gratuitement de la couverture de l'assurance décès, pendant un délai maximum de 6 mois à compter de la date de rupture du contrat de travail (préavis effectué ou non) à condition qu'ils aient cotisé au régime au cours des 6 mois précédant immédiatement la date de cessation de leur dernier contrat de travail, et ceci, de façon continue, dans une ou plusieurs entreprises, qu'ils soient inscrits à Pôle emploi et qu'ils perçoivent une indemnisation par Pôle emploi, et ce quelle que soit la durée de cette indemnisation :

- le salarié licencié ;
- le salarié ayant accepté le bénéfice d'un contrat de sécurisation professionnelle et qui perçoit l'allocation spécifique de sécurisation professionnelle ;
- le salarié démissionnaire, dont la démission a été reconnue comme légitime par Pôle emploi.

Le salarié en arrêt de travail par suite de maladie ou d'accident lors de son licenciement bénéficie également des dispositions du présent article (C) s'il se trouve au chômage à l'issue de son incapacité et avant la fin de la période de 6 mois susvisée.

En cas de décès de l'assuré, quelle qu'en soit la cause, le capital décès est toujours celui prévu en cas de décès par maladie.

Une attestation d'inscription de l'assuré à Pôle emploi doit être fournie à l'appui de toute demande.

Le maintien des garanties réalisé en application de l'article L. 911-8 du code de la sécurité sociale (portabilité) s'effectue sans préjudice du maintien de la garantie décès auquel les anciens salariés peuvent prétendre au titre du présent régime de prévoyance.

Les anciens salariés ne sauraient toutefois prétendre, pour une même demande de prise en charge, au doublement des prestations par l'effet d'une application cumulée de ces dispositifs de maintien des garanties. »

VI. – Au VII « Fonds de solidarité », le premier alinéa est supprimé.

VII. – Le VIII « Contrat proposé aux anciens assurés en vue du maintien des garanties. – Maladie. – Chirurgie. – Maternité » est ainsi modifié :

1) Au A « Bénéficiaires », les mots : « allocation spécifique de reclassement » sont remplacés par les mots : « allocation spécifique de sécurisation professionnelle » et les mots : « d'une convention de reclassement personnalisé ; » sont remplacés par les mots : « d'un contrat de sécurisation professionnelle ; ».

2) Le C « Cotisations » est remplacé par les dispositions suivantes :

« C. – Cotisations

Les cotisations sont payables trimestriellement et d'avance pour toute personne à garantir.

La cotisation annuelle par personne assurée est fixée au 1^{er} janvier 2014 à :

(En euros.)

| | RPO | RSF |
|---|-------|-------|
| Retraités cadres ou assimilés cadres | | |
| Retraité Conjoint ayant droit d'un retraité ou conjoint d'un retraité décédé | 1 112 | 1 308 |
| Enfant ayant droit ou poursuivant ses études et inscrit au régime de la sécurité sociale étudiant (gratuité à partir du 4 ^e enfant à garantir) | 472 | 556 |
| Anciens salariés cadres ou assimilés cadres | | |
| Licencié inscrit à Pôle emploi Ancien salarié qui bénéficiait du régime de prévoyance et inscrit à Pôle emploi Préretraité Assuré en incapacité de travail ou en invalidité avec rupture du contrat de travail Assuré en congé sans solde, congé parental d'éducation, congé formation, congé sabbatique, contrat de sécurisation professionnelle Conjoint ayant droit ou conjoint ayant droit d'un salarié décédé | 940 | 1 112 |
| Enfant ayant droit ou poursuivant ses études et inscrit au régime de la sécurité sociale étudiant (gratuité à partir du 4 ^e enfant à garantir) | 472 | 556 |

Les montants ci-dessus sont révisables chaque 1^{er} janvier, en fonction des résultats techniques du régime de prévoyance. »

VIII. – Le IX « Financement de la portabilité des garanties du régime » est remplacé par les dispositions suivantes :

« IX. – Financement et mise en œuvre de la portabilité des garanties du régime

Le financement des prestations dues au titre du maintien, en application des dispositions de l'article L. 911-8 du code de la sécurité sociale, des garanties prévoyance et frais de soins de santé est mis en œuvre, sans supplément de cotisation, par les régimes décès, incapacité de travail, invalidité et frais de soins de santé du personnel cadre et assimilé de la pharmacie d'officine, y compris en cas d'acceptation, par le bénéficiaire des prestations, d'un contrat de sécurisation professionnelle.

L'employeur mentionne le maintien de ces garanties dans le certificat de travail et informe l'organisme assureur de la cessation du contrat de travail.

L'ancien salarié justifie auprès de l'organisme assureur, à l'ouverture et au cours de la période de maintien des garanties, des conditions prévues à l'article L. 911-8 du code de la sécurité sociale. »

Article 4

Le présent avenant prendra effet le 1^{er} mars 2014, à l'exception des dispositions de l'article 1^{er}, du 2 du III de l'article 2, du II et du 2 du VII de l'article 3, qui prennent effet dès sa date de signature.

Il sera présenté à l'extension à la demande de la partie la plus diligente.

Conformément à la faculté qui leur est offerte par la circulaire ministérielle du 23 mai 2011 relative aux dates communes d'entrée en vigueur des normes concernant les entreprises, les parties signataires s'accordent pour demander l'application la plus rapide possible de l'arrêté d'extension du présent avenant.

Fait à Paris, le 16 janvier 2014.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisations patronales :

FSPF ;

UNPF ;

USPO.

Syndicats de salariés :

FNSCIC CFE-CGC ;

Fédération nationale de la pharmacie FO ;

FNSS CFDT ;

FSS CFTC.

Brochure n° 3301

Convention collective nationale
IDCC : 2098. – PRESTATAIRES DE SERVICES
DANS LE DOMAINE DU SECTEUR TERTIAIRE

ADHÉSION PAR LETTRE DU 3 MARS 2014
DE L'AAEC À LA CONVENTION

NOR : ASET1450544M
IDCC : 2098

Montbazou, le 3 mars 2014.

L'association des acteurs de l'enquête civile à la direction générale du travail, dépôt des accords collectifs, 39-43, quai André-Citroën, 75902 Paris Cedex 15.

Madame, Monsieur,

Nous avons l'honneur de vous notifier, par la présente, l'adhésion totale et sans réserves de l'association des acteurs de l'enquête civile (AAEC) à la convention collective des prestataires de services du domaine du secteur tertiaire, à ses avenants et à l'ensemble des accords collectifs conclus dans son cadre, dans les conditions prévues aux articles L. 2261-3 et suivants du code du travail.

Nous vous informons par ailleurs avoir notifié cette adhésion à l'ensemble des organisations syndicales et patronales signataires de cette convention collective.

En outre, cette adhésion a fait l'objet d'un dépôt auprès de l'administration.

Veillez agréer, Madame, Monsieur, l'expression de nos salutations distinguées.

Brochure n° 3099

Convention collective nationale
IDCC : 1424. – RÉSEAUX DE TRANSPORTS PUBLICS
URBAINS DE VOYAGEURS

ACCORD DU 14 FÉVRIER 2014
RELATIF AU SALAIRE NATIONAL MINIMAL
ET AUX SALAIRES MINIMAUX MENSUELS FORFAITISÉS AU 1^{ER} JANVIER 2014

NOR : ASET1450556M

IDCC : 1424

Les partenaires sociaux, réunis le 14 février 2014 en commission paritaire nationale des transports urbains de voyageurs,

Considérant les dispositions de l'annexe VI modifiée de la convention collective des réseaux de transports publics urbains de voyageurs ;

Considérant l'accord du 7 juillet 1994 sur l'évolution du salaire national minimal pour l'année 1994, fixant la valeur du point conventionnel de branche et mettant en place, à titre dérogatoire afin de porter le salaire minimal de la branche à un niveau supérieur au Smic, des salaires minimaux mensuels forfaitisés pour les emplois correspondant aux coefficients 145 à 175 inclus de la grille de classification ;

Considérant que son avenant n° 1 du 13 avril 1995 a étendu le principe du salaire minimal mensuel forfaitisé aux coefficients 185 et 190 ;

Considérant que les accords du 6 juillet 2005 et du 23 janvier 2007 sur l'évolution du salaire national minimal et des salaires minimaux mensuels forfaitisés ont mis fin, pour les coefficients 190 et 185, à l'application du principe du salaire forfaitisé et ont prévu qu'ils soient de nouveau calculés selon la formule « valeur du point multipliée par coefficient »,

décident :

Article 1^{er}

Valeur du point conventionnel de branche

La valeur du point conventionnel de branche, définie à 8,17 € depuis le 1^{er} janvier 2013, est fixée à un montant de 8,25 € à compter du 1^{er} janvier 2014.

Article 2

Fixation des salaires minimaux mensuels forfaitisés de branche

Par dérogation aux dispositions de l'annexe VI modifiée et de l'article 1^{er} du présent accord, les salaires minimaux mensuels conventionnels des coefficients 145 à 175 inclus sont fixés forfaitairement aux montants suivants, à la date visée.

| COEFFICIENT FORFAITISÉ | AU 1 ^{ER} JANVIER 2013 (pour mémoire) | AU 1 ^{ER} JANVIER 2014 |
|------------------------|---|---------------------------------|
| 145 | 1 461,80 | 1 476,42 |
| 155 | 1 481,43 | 1 496,24 |
| 170 | 1 492,59 | 1 507,52 |
| 175 | 1 508,75 | 1 523,84 |

Article 3

Barème du salaire national minimal de branche

Le barème du salaire national minimal de branche par coefficient et ancienneté, au 1^{er} janvier 2014, est annexé au présent accord, dans le respect des dispositions de l'annexe VI modifiée de la convention collective des réseaux de transports publics urbains de voyageurs.

Article 4

Egalité de rémunération hommes-femmes

Les parties signataires rappellent que les entreprises sont tenues d'assurer, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Le barème du salaire national minimal de branche par coefficient et ancienneté visé à l'article 3 est conforme à ce principe et ne peut conduire à des différences de traitement entre les femmes et les hommes.

Les entreprises s'attacheront à vérifier qu'il n'existe pas d'écarts de rémunération non justifiés entre les femmes et les hommes. Si tel n'est pas le cas, elles mettront en œuvre toutes les mesures utiles pour remédier à ces disparités salariales.

Article 5

Entrée en vigueur

Le présent accord est applicable à compter de sa signature et à la date prévue aux articles 1^{er} et 2 ci-dessus.

Il annule et remplace l'accord du 20 février 2013 sur l'évolution du salaire national minimal et des salaires minimaux mensuels forfaitisés.

Article 6

Durée

Le présent accord est conclu pour une durée déterminée de 1 an à compter de sa date de signature.

Article 7

Publicité et dépôt

Le présent accord fera l'objet d'un dépôt à la direction générale du travail et au secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de Paris et d'une demande d'extension dans les conditions fixées par les articles L. 2231-6, D. 2231-2 et L. 2261-15 et suivants du code du travail.

Fait à Paris, le 14 février 2014.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisation patronale :

UTP.

Syndicats de salariés :

SNTU CFDT ;

Fédération des transports CGT-FO ;

FGT CFTC ;

FNCTT CFE-CGC.

ANNEXE

Barème du salaire national minimal de branche au 1^{er} janvier 2014

Personnel des ateliers, des services techniques, du mouvement, administratif et de gestion

(En euros.)

| COEFFICIENT | ANCIENNETÉ Moins de 6 mois 0 % | ANCIENNETÉ Plus de 6 mois + 3 % | ANCIENNETÉ Plus de 1 an + 7 % | ANCIENNETÉ Plus de 3 ans + 10 % | ANCIENNETÉ Plus de 5 ans + 12 % | ANCIENNETÉ Plus de 10 ans + 14 % | ANCIENNETÉ Plus de 15 ans + 17 % | ANCIENNETÉ Plus de 20 ans + 20 % | ANCIENNETÉ Plus de 25 ans + 23 % |
|-------------|--------------------------------------|---------------------------------------|-------------------------------------|---------------------------------------|---------------------------------------|--|--|--|--|
| 145 | 1 476,42 | 1 520,71 | 1 579,77 | 1 624,06 | 1 653,59 | 1 683,12 | 1 727,41 | 1 771,70 | 1 816,00 |
| 155 | 1 496,24 | 1 541,13 | 1 600,98 | 1 645,86 | 1 675,79 | 1 705,71 | 1 750,60 | 1 795,49 | 1 840,38 |
| 170 | 1 507,52 | 1 552,75 | 1 613,05 | 1 658,27 | 1 688,42 | 1 718,57 | 1 763,80 | 1 809,02 | 1 854,25 |
| 175 | 1 523,84 | 1 569,56 | 1 630,51 | 1 676,22 | 1 706,70 | 1 737,18 | 1 782,89 | 1 828,61 | 1 874,32 |
| 185 | 1 526,25 | 1 572,04 | 1 633,09 | 1 678,88 | 1 709,40 | 1 739,93 | 1 785,71 | 1 831,50 | 1 877,29 |
| 190 | 1 567,50 | 1 614,53 | 1 677,23 | 1 724,25 | 1 755,60 | 1 786,95 | 1 833,98 | 1 881,00 | 1 928,03 |
| 200 | 1 650,00 | 1 699,50 | 1 765,50 | 1 815,00 | 1 848,00 | 1 881,00 | 1 930,50 | 1 980,00 | 2 029,50 |
| 205 | 1 691,25 | 1 741,99 | 1 809,64 | 1 860,38 | 1 894,20 | 1 928,03 | 1 978,76 | 2 029,50 | 2 080,24 |
| 210 | 1 732,50 | 1 784,48 | 1 853,78 | 1 905,75 | 1 940,40 | 1 975,05 | 2 027,03 | 2 079,00 | 2 130,98 |
| 220 | 1 815,00 | 1 869,45 | 1 942,05 | 1 996,50 | 2 032,80 | 2 069,10 | 2 123,55 | 2 178,00 | 2 232,45 |

*Personnel de maîtrise des ateliers, des services techniques, du mouvement,
administratif, de gestion, technicien et dessinateur*

(En euros.)

| COEFFICIENT | ANCIENNETÉ Moins de 6 mois 0 % | ANCIENNETÉ Plus de 6 mois + 3 % | ANCIENNETÉ Plus de 1 an + 7 % | ANCIENNETÉ Plus de 3 ans + 10 % | ANCIENNETÉ Plus de 5 ans + 12 % | ANCIENNETÉ Plus de 10 ans + 14 % | ANCIENNETÉ Plus de 15 ans + 17 % | ANCIENNETÉ Plus de 20 ans + 20 % | ANCIENNETÉ Plus de 25 ans + 25 % | ANCIENNETÉ Plus de 30 ans + 30 % |
|-------------|--------------------------------------|---------------------------------------|-------------------------------------|---------------------------------------|---------------------------------------|--|--|--|--|--|
| 205 | 1 691,25 | 1 741,99 | 1 809,64 | 1 860,38 | 1 894,20 | 1 928,03 | 1 978,76 | 2 029,50 | 2 114,06 | 2 198,63 |
| 210 | 1 732,50 | 1 784,48 | 1 853,78 | 1 905,75 | 1 940,40 | 1 975,05 | 2 027,03 | 2 079,00 | 2 165,63 | 2 252,25 |
| 220 | 1 815,00 | 1 869,45 | 1 942,05 | 1 996,50 | 2 032,80 | 2 069,10 | 2 123,55 | 2 178,00 | 2 268,75 | 2 359,50 |
| 230 | 1 897,50 | 1 954,43 | 2 030,33 | 2 087,25 | 2 125,20 | 2 163,15 | 2 220,08 | 2 277,00 | 2 371,88 | 2 466,75 |
| 240 | 1 980,00 | 2 039,40 | 2 118,60 | 2 178,00 | 2 217,60 | 2 257,20 | 2 316,60 | 2 376,00 | 2 475,00 | 2 574,00 |
| 250 | 2 062,50 | 2 124,38 | 2 206,88 | 2 268,75 | 2 310,00 | 2 351,25 | 2 413,13 | 2 475,00 | 2 578,13 | 2 681,25 |
| 270 | 2 227,50 | 2 294,33 | 2 383,43 | 2 450,25 | 2 494,80 | 2 539,35 | 2 606,18 | 2 673,00 | 2 784,38 | 2 895,75 |
| 280 | 2 310,00 | 2 379,30 | 2 471,70 | 2 541,00 | 2 587,20 | 2 633,40 | 2 702,70 | 2 772,00 | 2 887,50 | 3 003,00 |
| 300 | 2 475,00 | 2 549,25 | 2 648,25 | 2 722,50 | 2 772,00 | 2 821,50 | 2 895,75 | 2 970,00 | 3 093,75 | 3 217,50 |
| 310 | 2 557,50 | 2 634,23 | 2 736,53 | 2 813,25 | 2 864,40 | 2 915,55 | 2 992,28 | 3 069,00 | 3 196,88 | 3 324,75 |
| 320 | 2 640,00 | 2 719,20 | 2 824,80 | 2 904,00 | 2 956,80 | 3 009,60 | 3 088,80 | 3 168,00 | 3 300,00 | 3 432,00 |
| 340 | 2 805,00 | 2 889,15 | 3 001,35 | 3 085,50 | 3 141,60 | 3 197,70 | 3 281,85 | 3 366,00 | 3 506,25 | 3 646,50 |
| 360 | 2 970,00 | 3 059,10 | 3 177,90 | 3 267,00 | 3 326,40 | 3 385,80 | 3 474,90 | 3 564,00 | 3 712,50 | 3 861,00 |

Personnel des ingénieurs et cadres

(En euros.)

| COEFFICIENT | À L'EMBAUCHE |
|-------------|--------------|
| 300 | 2 475,00 |
| 390 | 3 217,50 |
| 430 | 3 547,50 |
| 530 | 4 372,50 |
| 630 | 5 197,50 |
| 690 | 5 692,50 |

Brochure n° 3308

Convention collective nationale

IDCC : 2270. – **UNIVERSITÉS ET INSTITUTS CATHOLIQUES**

ACCORD DU 17 JANVIER 2014

RELATIF À LA MÉTHODE DE NÉGOCIATION COLLECTIVE

NOR : ASET1450543M

IDCC : 2270

PRÉAMBULE

Suite à différentes discussions, les parties ont réalisé un état des lieux de la négociation collective et ont convenu de l'intérêt et de la nécessité de prévoir un accord de méthode sur la négociation collective au sein de l'association des employeurs des universités et instituts catholiques de France initiée au 15 novembre 2013.

Article 1^{er}

Objet

L'objet de cet accord est de définir les modalités de négociation au sein de l'association des employeurs des universités et instituts catholiques de France.

Article 2

Éléments de méthode

2.1. Organisation des réunions

Chaque négociation est structurée selon sept étapes :

- envoi des éléments d'information préalables ;
- réunion de présentation et de discussion de ces éléments ;
- envoi des propositions du collège employeurs et des éventuelles informations complémentaires ;
- réunion de négociation ;
- envoi d'un projet de protocole d'accord ;
- réunion de négociation et de finalisation ;
- signature de l'accord ou du procès-verbal de désaccord.

Les réunions seront précédées par des séances préparatoires par collège.

Une réunion de négociation ne pourra pas dépasser 1 demi-journée (de 10 heures à 12 h 30 ou de 14 heures à 17 heures).

L'accord définitif ou le procès-verbal de désaccord sera rédigé dès la fin des négociations et soumis à la CPN suivante.

Les deux collèges se laissent l'opportunité de prolonger les négociations, uniquement si les deux collèges en sont d'accord, sans que cela impacte le calendrier des négociations défini en annexe I.

2.2. Communication des documents

L'association des employeurs des universités et instituts catholiques de France remettra au collège salariés par mail, 8 jours calendaires avant la première réunion préparatoire, les éléments d'information préalables.

Ensuite, chaque collège transmettra par courriel ses propositions, avant la première réunion préparatoire ou au plus tard lors de la réunion de présentation.

Avant la première réunion de négociation, le collège salariés transmettra ses propositions au collège employeurs au plus tard à 12 heures.

Article 3

Thèmes et calendrier (annexe I)

Le calendrier des négociations 2013-2014 figure en annexe I.

En janvier 2015, un point sera fait en CPN sur la mise en œuvre de cet accord.

Chaque année, en début d'année universitaire, seront définis les thèmes des négociations et le calendrier de l'année civile suivante.

Article 4

Révision

Les modifications législatives, réglementaires ou conventionnelles peuvent amener les partenaires sociaux à réviser cet accord dans les conditions légales relatives à la révision des accords de branche.

Article 5

Durée

Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée.

Article 6

Dénonciation

Le présent accord peut être dénoncé dans les conditions légales relatives à la dénonciation des accords de branche.

Article 7

Dépôt

Le présent accord fera l'objet des formalités de dépôt auprès de la DIRECCTE et du conseil de prud'hommes de Paris.

Article 8

Entrée en vigueur

Le présent accord entrera en vigueur à compter du jour de dépôt.

Fait à Paris, le 17 janvier 2014.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisation patronale :

AEUIC.

Syndicats de salariés :

FEP CFDT ;

SNEC CFTC ;

SYNEP CFE-CGC ;

SNEIP CGT.

ANNEXE I

| THÈME DE NÉGOCIATION | TYPE DE RÉUNION | DATE |
|----------------------------------|-------------------------|-------------------|
| Egalité hommes-femmes | Réunion de présentation | 17 janvier 2014 |
| | Réunion de négociation | 14 février 2014 |
| | Réunion de finalisation | 28 mars 2014 |
| Négociation annuelle obligatoire | Réunion de présentation | 17 janvier 2014 |
| | Réunion de négociation | 14 février 2014 |
| | Réunion de finalisation | 28 mars 2014 |
| Temps partiel | Réunion de présentation | 18 avril 2014 |
| | Réunion de négociation | 23 mai 2014 |
| | Réunion de finalisation | 4 juillet 2014 |
| Complémentaire santé | Réunion de présentation | 24 octobre 2014 |
| | Réunion de négociation | 14 novembre 2014 |
| | Réunion de finalisation | 12 décembre 2014 |
| Formation professionnelle | Réunion de présentation | 4 juillet 2014 |
| | Réunion de négociation | 19 septembre 2014 |
| | Réunion de finalisation | 24 octobre 2014 |
| Désignation de l'OPCA | Réunion de présentation | 4 juillet 2014 |
| | Réunion de négociation | 19 septembre 2014 |
| | Réunion de finalisation | 24 octobre 2014 |
| Travailleurs handicapés | Réunion de présentation | Janvier 2015 |
| | Réunion de négociation | Février 2015 |
| | Réunion de finalisation | Mars 2015 |

Brochure n° 3111

Convention collective nationale
IDCC : 1938. – INDUSTRIES
DE LA TRANSFORMATION DES VOLAILLES

ACCORD DU 11 MARS 2014
RELATIF À LA DÉSIGNATION D'UN OPCA

NOR : ASET1450551M
IDCC : 1938

Vu la loi n° 2009-1437 du 24 novembre 2009 relative à l'orientation et à la formation professionnelle tout au long de la vie ;

Vu le décret n° 2010-1116 du 22 septembre 2010 relatif aux organismes collecteurs paritaires agréés des fonds de la formation professionnelle continue,
il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Champ d'application

Le présent accord s'applique aux entreprises relevant du champ d'application de la convention collective nationale des industries de la transformation des volailles du 10 juillet 1996, étendue par arrêté du 7 février 1997 (IDCC n° 1938).

Article 2

Adhésion à OPCALIA

Les organisations signataires du présent accord désignent OPCALIA en tant qu'organisme paritaire collecteur agréé de la branche, sous réserve de son agrément par l'Etat.

Article 3

Section paritaire professionnelle

Les organisations signataires du présent accord demandent à OPCALIA la création d'une section paritaire professionnelle dans les conditions prévues par l'article R. 6332-16 du code du travail.

Article 4

Durée et date d'application

Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée.

Ses dispositions sont applicables au premier jour suivant la publication de son arrêté d'extension au *Journal officiel*.

Article 5

Dépôt et extension

Le présent accord fera l'objet d'un dépôt auprès de la direction générale du travail et du greffe du conseil des prud'hommes dans les conditions légales en vigueur. Son extension sera demandée auprès de la direction générale du travail par la partie la plus diligente.

Fait à Paris, le 11 mars 2014.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisations patronales :

FIA ;

CNADEV.

Syndicats de salariés :

FGA CFDT ;

FGTA FO ;

CSFV CFTC ;

CFE-CGC Agro.

Brochure n° 3111

Convention collective nationale
IDCC : 1938. – INDUSTRIES
DE LA TRANSFORMATION DES VOLAILLES

ACCORD DU 18 MARS 2014
RELATIF AUX SALAIRES MINIMAUX GARANTIS AU 1^{ER} MARS 2014
NOR : ASET1450550M
IDCC : 1938

Entre :
La FIA ;
La CNADEV,
D'une part, et
La FGA CFDT,
D'autre part,
il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Le barème national des salaires minimaux garantis est fixé comme défini à la grille ci-après annexée, qui précise les salaires minimaux mensuels pour un salarié effectuant 35 heures de travail effectif par semaine ou 151,67 heures par mois. Ce salaire minimal inclut le salaire de base et, le cas échéant, le complément différentiel.

Au 1^{er} mars 2014, la grille des salaires minimaux mensuels est modifiée comme suit :

- coefficient 120 à 1 446 € ;
- du coefficient 125 au coefficient 165 : + 1,10 % ;
- du coefficient 170 au coefficient 195 : + 1 % ;
- du coefficient 200 au coefficient 700 : + 0,80 %.

Article 2

Prime annuelle

Le dernier alinéa de l'article 74 *bis* de la convention collective des industries de la transformation des volailles est modifié comme suit :

« Cette allocation annuelle est égale à 100 % du salaire de base correspondant au coefficient du salarié dans la grille des salaires de l'entreprise. »

Les autres paragraphes de l'article 74 *bis* demeurent inchangés.

Fait à Paris, le 18 mars 2014.

(Suivent les signatures.)

ANNEXE
ACCORD SALARIAL

**Grille des salaires minimaux mensuels pour un salarié effectuant 35 heures
de travail effectif par semaine ou 151,67 heures par mois**

(En euros.)

| COEFFICIENT | SALAIRE AU 1 ^{ER} AVRIL 2013 | SALAIRE AU 1 ^{ER} MARS 2014 |
|-------------|---------------------------------------|--------------------------------------|
| 120 | 1 431,00 | 1 446,00 |
| 125 | 1 435,00 | 1 450,79 |
| 130 | 1 439,00 | 1 454,83 |
| 135 | 1 443,00 | 1 458,87 |
| 140 | 1 447,00 | 1 462,92 |
| 145 | 1 451,00 | 1 466,96 |
| 150 | 1 455,00 | 1 471,01 |
| 155 | 1 459,00 | 1 475,05 |
| 160 | 1 463,00 | 1 479,09 |
| 165 | 1 467,00 | 1 483,14 |
| 170 | 1 471,00 | 1 485,71 |
| 175 | 1 475,00 | 1 489,75 |
| 180 | 1 487,33 | 1 502,20 |
| 185 | 1 506,51 | 1 521,58 |
| 190 | 1 535,34 | 1 550,69 |
| 195 | 1 573,74 | 1 589,48 |
| 200 | 1 581,33 | 1 593,98 |
| 215 | 1 644,97 | 1 658,13 |
| 230 | 1 726,73 | 1 740,54 |
| 245 | 1 806,61 | 1 821,07 |
| 260 | 1 901,68 | 1 916,89 |
| 280 | 1 996,77 | 2 012,75 |
| 300 | 2 101,37 | 2 118,18 |
| 320 | 2 221,18 | 2 238,95 |
| 340 | 2 335,29 | 2 353,97 |
| 350 | 2 348,59 | 2 367,38 |
| 375 | 2 510,23 | 2 530,31 |
| 400 | 2 662,37 | 2 683,67 |
| 450 | 2 947,62 | 2 971,20 |
| 500 | 3 232,87 | 3 258,73 |
| 600 | 3 793,88 | 3 824,23 |
| 700 | 4 354,87 | 4 389,71 |

Directeur de la publication : Yves Struillou

165140190-000514

Direction de l'information légale et administrative

ISSN en cours
